



CTB

ARRIVEE		
Le 12/05/11		
Enregistré sous le N° 345		
Traité	Info	Reçu

AGENCE BELGE DE DEVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL 2010



AGENCE BELGE DE DEVELOPPEMENT



PEPAM - BA



PROJET SEN 07 018 11



[Signature]
 MAINTIEPH SANE
 COORDINATION ET D'APPUI
 PEPAM - BA
 Le Responsable
 CELLULE DE COORDINATION ET D'APPUI
 CCA

[Signature]
 JOSEPH VAN COILLIE
 PEPAM - BA
 Le Co-Responsable
 CELLULE DE COORDINATION ET D'APPUI
 CCA
 Janvier 2011

Table des matières

1 FICHE PROJET.....	3
1.1 CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS.....	3
1.2 OBJECTIFS ET RÉSULTATS.....	3
1.3 FINANCE.....	4
1.4 PERSONNES CLÉ.....	4
1.5 L'INSTANCE PARTENAIRE.....	4
2 RÉSUMÉ	5
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	5
2.2 POINTS SAILLANTS.....	5
2.3 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS.....	5
3 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	6
4. ANALYSE DE L'INTERVENTION.....	7
4.1 ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	7
4.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE.....	8
4.3 RÉSULTAT 1 : ACCÈS À L'EAU POTABLE.....	10
4.4 RÉSULTAT 2 : ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT DE BASE - AMÉLIORATION DE L'HYGIÈNE.....	13
4.5 RÉSULTAT 3 : APPUI À LA GESTION DES INFRASTRUCTURES DE BASE – RENFORCEMENT DES ASUFOR.....	16
4.6 RÉSULTAT 4 : APPUI À LA PLANIFICATION – RENFORCEMENT DES COMMUNAUTÉS RURALES.....	19
4.7 RÉSULTAT 5 : APPUI AU PEPAM – RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS.....	21
5 BÉNÉFICIAIRES.....	24
6 SUIVI DES DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL	25
ANNEXES.....	26

~~23~~ 23

Cette page a été laissée vide intentionnellement.

1 Fiche Projet

SEN 07 018 11	Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire - sous programme Bassin Arachidier (PEPAM - BA)			
Pays	Sénégal			
Titre	Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire – Sous programme le Bassin Arachidier			
Titre-court	(PEPAM - BA)			
Localisation	Régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Thies			
Bailleur DGD :	Direction Générale de la Coopération au Développement			
Code Bailleur	NN 3003270			
Article	art 5			
Allocation de base	bilatérale directe [BA54105402]			
Contrat de gestion	3 ^{ème} contrat de gestion			
Secteur	14030 - Distribution d'eau potable de base et assainissement de base			
Marqueurs thèmes	Environnement risque	0	1	2
	Environnement pertinence	0	1	2
	Genre	0	1	2
Courriel / Site-Web	pepam-ba@orange.sn / www.pepam-ba.sn			

1.1 Chronologie et documents

Phase	EXE			
Début est.	01/04/2008	Durée est.	4 années	Fin est. 31/07/2012
Début CS	18/12/2007	Durée CS	60 mois	Fin CS 17/12/2012
20/12/2010	SMCL extraordinaire – validation recommandations MTR			
13/10/2010	SMCL extraordinaire – validation documents divers			
05/08/2010	SMCL ordinaire			
23/02/2010	SMCL ordinaire			
29/05/2008	Arrêté de création du PEPAM-BA			
01/04/2008	Nomination du co-responsable			
20/12/2007	Signature de la Convention de Mise en œuvre			
18/12/2007	Signature de la Convention Spécifique			

1.2 Objectifs et Résultats

Obj. Principal Le nombre de personnes n'ayant pas accès à une eau saine et un assainissement de base est réduit conformément aux objectifs du millénaire pour le développement

Obj. Spécifique L'accès à l'eau potable, ainsi que les conditions d'hygiène et d'assainissement sont durablement améliorées pour la population rurale des régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack

L'Objectif Spécifique sera atteint par le biais des 5 Résultats suivants :

- Résultat 1 L'accès à l'eau potable est assuré pour 60.000 personnes supplémentaires dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack.
- Résultat 2 Les ASUFOR et institutions locales s'engagent dans l'hygiène environnementale, permettant un accès à l'assainissement pour 30.000 personnes et un changement des comportements présentant un risque pour la santé.
- Résultat 3 420.000 usagers sont mobilisés, organisés et formés pour une exploitation durable, efficace et équitable de leurs ouvrages d'AEPA.
- Résultat 4 Les Communautés Rurales s'approprient leurs rôles et responsabilités en matière de planification et de régulation locale.
- Résultat 5 Les mécanismes et compétences pour la réalisation du PEPAM sont renforcés au niveau national et dans les trois régions concernées.

1.3 Finance

Budget régie	1.453.000 €	(+ 71.000 € en cours de validation)
Budget cogestion	1.441.700 €	
Budget Exécution Nationale	8.105.300 €	
Budget Totale	11.000.000 €	(+ 71.000 € en cours de validation)

1.4 Personnes clé

Membres de la Structure Mixte de Concertation Locale

M Madou SALL	Représentant du Ministre de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique - Président de la SMCL - SG/MHCH
M Djibril Gaye	Représentant du Ministre de l'Urbanisme et de l'Assainissement - CT/MUA
M Diene FAYE	Directeur de l'Hydraulique Rurale
M Babou SARR	Directeur de l'Exploitation et de la Maintenance
Mme Anta SECK	Directrice de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau
M Adama MBAYE	Directeur de l'Assainissement Rural
M André NDECKY	Représentant du Directeur de la Coopération Économique et Financière
M Bilal DIENG	Représentant du Directeur de la Dette et de l'Investissement - Ordonnateur du PEPAM-BA
M Fadel NDAW	Coordinateur de l'Unité de Coordination du Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire
Mme Laurence JANSSENS	Représentante Résidente de la CTB, Agence Belge de Développement - Coordonnateur du PEPAM-BA

Cellule de Coordination et d'Appui

M Moustaph SANE	Responsable National	Dakar
M Joseph VAN LOON	Co-responsable AT International	Dakar
Mme Anne REYNEBEAU	Experte National en Ingénierie Sociale	Kaolack
M Bouna DIOUF	Expert National en IEC	Kaolack
M Moussa DIENG	Responsable Administratif et Financier	Dakar

Points focaux des Agences d'Exécution

M Saliou NGOM	Point Focal – DGP/RE/MHCH
M Rassoul NDAO	Point Focal – DHR/MHCH
M Abdoul Demba DIA	Point Focal – DEM/DHCH
M Arouna TRAORE	Point Focal – DAMUA

1.5 L'instance partenaire

Ministère de l'Économie et des Finances (tutelle financière)

- Direction de la Coopération Économique et Financière
- Direction de la Dette et de l'Investissement

Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique (tutelle opérationnelle)

- Direction de l'Hydraulique Rurale
- Direction de l'Exploitation et de la Maintenance
- Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau

Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement

- Direction de l'Assainissement Rural



2 Résumé

2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficience	Efficacité	Durabilité
OS - Amélioration accès à l'eau et à l'assainissement	C	C	
R1 - Accès à l'Eau Potable	C	C	A
R2 - Accès aux infrastructures d'assainissement	C	C	
R3 - Accompagnement des usagers des forages	C	C	A
R4 - Accompagnement des communautés Rurales	C	C	
R5 - Renforcement des Agences d'Exécution		A	

Budget	Dépenses 2010	Dépenses totales au 31/12/2010	Solde budget	Taux d'exécution
11.000.000 €	1.067.226	2.202.089	8.707.910	21,00%

Date provisoire 20/11/2010

2.2 Points saillants

Le point saillant les plus importants sont les suivants :

- Atelier sur les options technologiques
- Échec des deux DMI des études de la DEM
- Échec de l'appel d'offres fournitures matériaux de construction destinés aux latrines familiales
- Annulation par le ministère chargé de l'hydraulique de l'appel d'offre sur le transfert de la maintenance de l'administration vers le secteur privé dans la zone centre
- Refus de l'ANO sur le marché des forages par le juriste de la CTB
- Finalisation étude diagnostique de base du PEPAM-BA
- Instauration de chronogrammes détaillés des activités comme outil de suivi de l'exécution du PEPAM-BA
- Mission d'audit : octobre 2010
- Mission d'évaluation à mi parcours : décembre 2010

2.3 Leçons apprises et recommandations

Décisions

- Choix d'options technologiques pour les édicules publics et les latrines familiales
- Organisation d'un atelier national sur l'épargne des ASUFOR
- démarrer la création des 12 nouvelles ASUFOR immédiatement par le personnel régional de la DEM

Recommandations

- Compte tenu des problèmes de passation de marché souvent soulevés lors des ces rencontres, les présidents des Commissions des Marchés des deux ministères devront dorénavant être convoqués aux réunions du Comité de Pilotage;
- La Cellule de Coordination et d'Appui(CCA) du PEPAM-BA est membre des commissions d'évaluation des offres à titre d'observateur;
- Le respect des délais de passation de marché s'impose à tous et à tous les niveaux, y compris dans les agences d'exécution et à la CTB;
- Déconcentration des marchés de petite taille concernant les ouvrages ou travaux tels les extensions de réseau d'eau, les EDP et les latrines familiales;
- Organiser un atelier de partage et de mise à jour du manuel de procédures en Exécution Nationale ;
- La commission chargée d'incorporer la dimension GIRE dans les TdR des PLHA est priée d'activer ses travaux en vue de leur finalisation rapide pour permettre le renouvellement de la requête de financement des 35 PLHA adressée aux autorités belges.
- Les Fédérations d'ASUFOR doivent offrir des services à leurs membres et se concentrer sur des missions de service public plutôt que sur des fonctions de représentation politique.
- Prise en compte effective des recommandations du MTR.

3 Évolution du contexte

Le secteur de l'eau potable et de l'assainissement est aujourd'hui marqué par l'engagement du Sénégal pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Le PEPAM constitue un cadre national de programmation, de suivi et d'évaluation dans lequel tous les acteurs sont invités à inscrire leurs interventions.

Pour la mise en œuvre du PEPAM, l'État s'est doté d'un Cadre Unifié des Interventions (CUI) qui comprend un ensemble de règles communes, applicables par tous les acteurs pour assurer la cohérence et la synergie des initiatives. Le CUI constitue également un cadre pour assurer une bonne coordination et un échange d'expériences.

En outre, les partenaires au développement intervenant dans les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural ont créé et animent un cadre de concertation. Ils y abordent les questions d'harmonisation, d'alignement des politiques. La coprésidence de ce cadre est assurée par la CTB et LUX Développement.

Par ailleurs, la nécessité d'asseoir des axes de synergies au sein des projets financés par la Belgique est discutée entre le PAMAS, le PEPAM BA et le PAMIF 2 pour la mise en œuvre d'une articulation cohérente des différentes interventions.

Les principaux événements survenus en 2010 et qui ont influencé le déroulement du PEPAM-BA se présentent comme suit:

Pour les éléments hors projet:

- Le ministère chargé de l'hydraulique a suspendu l'appel d'offre relatif au transfert de la maintenance du secteur public vers le secteur privé. Une phase test s'était déroulée dans la zone centre. (remise en question de la Réforme du système de gestion des forages ruraux)
- Le Code des marchés publics a été modifié en septembre 2010. (reprise de nombreux dossiers)
- La Direction Centrale des Marchés Publics a changé de responsable en décembre 2010. (suspension des dossiers)

Pour les éléments initiés par le projet:

- Un atelier a défini les options technologiques et la stratégie de mise en œuvre pour les édifices publics et familiaux.
- Les listes des sites d'intervention dans les domaines de l'hydraulique et de l'assainissement ont été validées de façon participative au niveau local.
- Les deux DMI relatives aux études de la DEM ont échoué.
- L'appel d'offres des fournitures des matériaux de construction destinés aux latrines familiales a dû être annulé.
- L'ANO des marchés de forages a été refusé par le juriste de la CTB.
- Trois missions ont marqué cette année: la mission sur l'étude diagnostique de base, la mission d'audit en octobre 2010 et la mission d'évaluation à mi-parcours en décembre 2010.

> Quelques chiffres

- Parti d'un taux de couverture de 64% en 2004 pour l'eau potable en milieu rural, le PEPAM a permis d'atteindre 75,5 % en 2008 (RAC PEPAM 2009). Cependant, en 2009 le taux de couverture a baissé de 1,0 point par rapport à 2008, pour se situer à 73,6% (RAC PEPAM 2010). Un effort important doit être fait en hydraulique rurale pour atteindre un taux de couverture total de 82% en 2015.
- En 2005 le taux de référence pour l'assainissement en milieu rural était de 26,2%. L'évolution de ce taux reste très faible. Il n'a atteint que 29 % en 2009 (RAC PEPAM 2010). Le taux de couverture de 63% prévu en 2015, pour atteindre les OMD, risque de ne pas être atteint.
- L'environnement du sous-programme est caractérisé par une instabilité institutionnelle marquée par des remaniements ministériels incessants, bien que l'année 2010 n'ait connu qu'un seul remaniement ministériel qui n'affecte pas nos secteurs.

4. Analyse de l'intervention

4.1 Ancrage institutionnel et modalités d'exécution

Ancrage institutionnel

Volet	Activité	Ancrage Institutionnel	Score	Commentaires
Eau Potable	Travaux neufs	MHCH / DHR	C	L'ancrage institutionnel au niveau du MHCH est bon, mais on perd en efficacité et en efficience en partageant les travaux entre deux directions.
	Extensions et Réhabilitations	MHCH / DEM		
	Amélioration qualité	MHCH / DGPRE	C	La rôle de la DGPRE est le suivi des ressources. L'amélioration de la qualité de l'eau de distribution relève plutôt de la DEM. Compte tenu de la spécificité de l'étude épidémiologique, elle devrait être confiée à la Direction de la Santé ou à un projet CTB en charge de la santé dans le cadre des synergies recherchées.
Hygiène et assainissement	Ecoles scolaires	DAR	A	
	Latrines familiales	DAR	A	
ASUFOR	Création et appui ASUFOR	DEM	A	
Communautés Rurales	Appui Communautés Rurales	MHCH	C	La réalisation des infrastructures eau et assainissement n'est pas (encore) une compétence transférée. L'ancrage au niveau des cabinets du MHCH et du MUA n'est certainement pas la meilleure manière pour appuyer efficacement l'implication des CR.
Renforcement Stratégie PEPAM	Appui Institutionnel	MHCH	A	
	Suivi Nappes	MHCH / DGPRE	A	

Modalités d'Exécution

Volet	Activité	Modalité d'exécution	Score	Commentaires
Eau Potable	Travaux neufs	Exécution nationale	B	
	Extensions et Réhabilitations		B	
	Amélioration qualité	Exécution nationale	C	Vu que cette activité concerne des ouvrages péloles et non pas des ouvrages structurants, il aurait été préférable d'exécuter cette activité en cogestion.
Hygiène et assainissement	Ecoles scolaires	Exécution nationale	B	
	Latrines familiales (fonds d'appui)	Exécution nationale	C	Le bon déroulement du volet des latrines familiales dépend entièrement d'une bonne IEC et de la simplicité des modalités d'exécution. L'utilisation des deux modalités différentes n'a pas eu les résultats escomptés.
	Marketing Social	cogestion	A	
ASUFOR	Création et appui au dispositif des ASUFOR	Exécution nationale	C	L'utilisation des deux modalités différentes n'a pas eu les résultats escomptés.
	Ingénierie Sociale	cogestion		
Communautés Rurales	Appui Communautés Rurales	cogestion	B	
Renforcement Stratégie PEPAM	Appui Institutionnel	cogestion	A	
	Suivi Nappes	Exécution nationale	A	
Moyens Généraux	Gestion du personnel local	cogestion	A	
	Investissement initial AT	régie	A	
	Autres investissements	cogestion	C	Les équipements de première installation et la logistique devraient être imputés en régie pour une acquisition plus rapide.
	Fonctionnement AT	régie	C	Pour plus d'efficacité, il conviendrait de placer toutes les rubriques de fonctionnement en cogestion.
	Fonctionnement CCA	cogestion	A	
	Suivi / Evaluation	régie	A	

4.2 Objectif spécifique

4.2.1 Indicateurs

Objectif spécifique : Assurer l'accès durable à l'eau potable, à l'assainissement et à des conditions d'hygiène améliorées pour les populations rurales des régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack						Progrès : D
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès 2010	Valeur ciblée en 2012	Commentaires
Taux d'accès à l'eau potable		X	75.5% en 2008	0,00%	+ 3%	Aucune infrastructure n'a été réalisée pendant l'année 2010.
Taux d'accès à l'assainissement	X		27.5% en 2008	0,01 % dans la zone d'intervention	+ 1,5 %	24 latrines tests, soit 240 personnes concernées sur une population de 2 millions dans le Bassin Arachidier.

4.2.2 Analyse des progrès réalisés

Pour l'eau potable :

- la DGPRE a réalisé ses deux piézomètres. L'évaluation du DAO de leurs équipements est en cours.
- la DHR a lancé ses marchés de travaux de forages et de contrôle et de surveillance des travaux ; en attente de l'ANO de la DCMP. Pour le DAO génie civil l'évaluation des offres est en cours. Toutefois aucune réalisation physique n'a été effectuée en 2010.
- la DEM a lancé une étude d'avant-projet détaillée (APD) : en cours. Toutefois aucune réalisation physique n'a été effectuée en 2010.

Pour l'assainissement :

- la seule réalisation physique à ce jour concerne la construction de 24 latrines tests (6 par région). La passation des marchés a accusé un retard considérable.

4.2.3 Risques & hypothèses

Hypothèses	Niveau actuel	Commentaires
Les réformes relatives à la professionnalisation de l'exploitation des forages ruraux et au développement rural décentralisé se poursuivent	D	Le ministère chargé de l'hydraulique a suspendu l'appel d'offre relatif au transfert de la maintenance du secteur public vers le secteur privé.
Bonne coordination, communication entre les parties prenantes dans la mise en œuvre du Sous-programme	C	Synergie difficile entre les parties prenantes du programme.

Risques	Niveau actuel	Commentaires
Les marchés ne seront pas exécutés d'ici la fin du projet	D	La DHR et la DA attendent toutes deux l'avis de non-objection de la DCMP ; la DHR pour les marchés de travaux de forages, de contrôle et de surveillance, et la DA pour le marché des 100 édicules publics.

4.2.4 Critères de qualité

Critère	Score	Commentaires
Efficacité	D	
Efficience	D	Le taux d'exécution des marchés est de 1,5 % alors que 42% du budget alloué au fonctionnement a été dépensé (exécution nationale).
Durabilité	B	La gestion des systèmes AEP sera confiée aux ASUFOR, une option qui a démontré sa grande efficacité dans la zone du projet. En ce qui concerne les latrines familiales, la méthode SARAR-PHAST devrait assurer la durabilité des infrastructures. Celle-ci est aujourd'hui bien maîtrisée par les services déconcentrés et les relais des ASUFOR.
Pertinence	A	Les actions du sous-programme sont pertinentes et conformes à la stratégie nationale : elles sont bien ciblées et en cohérence avec les résultats visés par le PEPAM

4.3.5 Impact

Il n'y a pas d'impact pour l'instant.

4.2.6 Leçons apprises et recommandations

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat

Recommandation	Source	Qui	Deadline
Déconcentration des marchés de petite taille	4.2.4 et 4.4.4	SMCL	Q1 2011

4.3 Résultat 1 : Accès à l'eau potable

4.3.1 Indicateurs

Résultat 1 : L'accès à l'eau potable est assuré durablement pour 60.000 personnes supplémentaires dans les 4 régions d'intervention						Progrès :	C
Indicateurs	E	G	BaseLine	Progrès 2010	Valeur ciblée en 2012	Commentaires	
IOV.1-R1 Le nombre de personnes supplémentaires utilisant effectivement l'eau potable selon les normes en vigueur	X	X	0	+0	60 000 personnes	Des retards sont enregistrés dans les procédures de passation de marché reportant sans cesse le démarrage des travaux.	

4.3.2 Bilan activités

Activités	Responsible	Déroulement				Commentaires
		++	+	+/-	-	
A.1.1. Réaliser des études pour les ouvrages nouveaux, les extensions ou réhabilitations de réseaux d'eau selon les priorités retenues dans les planifications locales des CR	DHR			X		
	DEM				X	DEM : Les études ne sont toujours pas réalisées
A.1.2. Réaliser 12 nouveaux ouvrages, renforcer 4 systèmes d'AEP et réhabiliter 12 ouvrages existants par des entreprises spécialisées	DHR			X		Le marché de forages a accusé 4 mois de retard (refus d'ANO par le juriste de la CTB)
	DEM				X	Les DAO des travaux de la DEM ne sont toujours pas lancés
A.1.3. Faire contrôler les travaux par des bureaux d'études sous la supervision des Divisions Régionales de l'Hydraulique et des deux points focaux	DHR / DEM			X		Retards dans les procédures de passation de marché. La réalisation des infrastructures est conditionnée par la présence d'un bureau pour assurer le contrôle.
A.1.4. Réaliser une étude épidémiologique de l'impact du fluor dans les régions	DGPPE				X	Procédures d'étude difficiles au sein du Ministère de la Santé : les fonctionnaires de l'hydraulique n'en ayant pas l'habitude, ont accusé un retard important.
A.1.5. Suivre les unités pilotes réalisées par le PARPEBA	CCA		X			

4.3.3 Analyse des progrès réalisés

- Peu de résultat et donc peu d'impact sur l'objectif spécifique
- Difficulté de procédure de passation de marché
- Le mode d'exécution (exécution nationale) n'a pas eu l'effet souhaité
- Les communautés rurales ont été systématiquement associées dans les choix des sites au même titre que les autorités administratives, les ONG's et autres partenaires.
- C'est ainsi que dans plusieurs régions les sites ont été répartis entre les différents intervenants (par exemple dans la région de Kaolack avec Plan International et CARITAS).
- La construction de forages et l'aménagement des points d'eau participent à l'allègement des travaux des femmes. Ce qui leur permet de pouvoir amener d'autres activités de formation et/ou génératrices de revenus. Quant aux filles, cela leur permet d'aller à l'école et d'augmenter leur taux de scolarisation.
- Pour l'environnement, la réalisation des points d'eau aménagés contribue à la gestion de l'environnement.

4.3.4 Risques et hypothèses

Risques	Niveau actuel	Commentaires
Retard dans l'exécution	D	Risque considérable au niveau des travaux de la DEM. Mesure prise : si le marché n'est pas attribué fin juin, la procédure sera arrêtée, et les travaux seront exécutés comme avenant sur le marché de génie civil de la DHR.
Renchérissement des coûts des matériaux de construction	B	

Hypothèse	Niveau actuel	Commentaires
Bonne coordination, communication dans la planification, la gestion et la mise en œuvre des différentes activités interdépendantes	D	La synergie entre les différentes directions dans le domaine de l'hydraulique se heurte à des obstacles.
Bonne capacité de réalisation des entreprises et des bureaux d'études	B	
Respect des délais de passation de marché	D	Aucun délai de passation n'a été respecté jusqu'à présent. Mesure à prendre : Un suivi beaucoup plus rapproché de la part des directeurs des agences d'exécution.

4.3.5 Critères de qualité

	Score	Constats
Efficacité	D	Pas de réalisations concrètes (ni même de marchés) engagés au bout de 36 mois. Avec l'exécution nationale, la construction des infrastructures hydrauliques est écartée entre deux directions. Les deux directions tiennent à leur prérogatives et n'interviennent pas ensemble sur le terrain.
Efficience	D	L'efficience du PEPAM-BA n'est pas très bonne, car peu de résultats concrets ont été atteints. Le partage des activités du sous-programme entre trois directions a augmenté considérablement les frais de gestion.
Durabilité	B	La gestion des systèmes sera confiée à des ASUFOR, une option qui a démontré sa grande efficacité dans la région.
Pertinence	A	Cohérence à 100% avec le programme national PEPAM

4.3.6 Exécution budgétaire

Cogestion

Activité	Budget	Dépenses 2010	% de la planification	Dépenses cumulées	Taux d'exécution
A_01_05 suivi unités pilotes potabilisation	32.000 €	1.726,82 €	57,60%	7.209,26 €	22,5%
A_01 Total Eau Potable	32 000,00 €	1 726,82 €	57,60%	7 209,26 €	22,5%

Exécution nationale*

Activité	Responsable	Budget	Dépenses 2010	% de la planification	Dépenses cumulées	% du budget
AS0101 Études Eau Potable	DEM	150 000 €	0 €	0,0%	0 €	0,0%
	DHR	180 000 €	22 562 €	100,0%	30 566 €	17,0%
AS0102 Travaux Eau Potable	DEM	2 083 698 €	0 €	0,0%	0 €	0,0%
	DHR	3 075 000 €	761 €	0,0%	761 €	0,0%
AS0103 Contrôle travaux	DEM	125 000 €	0 €	0,0%	0 €	0,0%
	DHR	150 000 €	0 €	0,0%	0 €	0,0%
AS0104 Technologies potabilisation eau	DGPRE	98 000 €	166 €	0,2%	166 €	0,2%
AS01 Total Exécution nationale		5 859 698 €	23 439 €	1,7%	31 493 €	0,5%

* Note : Situation au 30 septembre 2010

4.3.7 Leçons apprises et recommandations

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat
Exécuter les travaux de la DEM comme avenant aux travaux de la DHR si le marché n'est pas attribué à la fin du mois de juin 2011.	SMCL 12/10	SMCL	2011 Q3	ouvert
Dès que les marchés principaux auront été notifiés aux entreprises, établir un mémo explicatif, reprenant le détail des offres retenues pour chacun des trois lots et une estimation des reliquats potentiels.	MTR	DHR	2011 Q2	ouvert

Recommandations	Source	Qui	Deadline
Ne pas attribuer le marché au candidat le moins cher alors qu'il ne présente pas de garanties financières suffisantes.	Juriste de la CTB	CM	2011 Q1
Respect du temps d'études des offres	SMCL	DEM / DHR	2 semaines
Respect du délai d'ANO	Agences	CTB / DCMP	2 semaines / 1 semaine
Dans toute la correspondance avec la CTB mettre en copie la (les) structure(s) concernée(s)	CCA	Juriste de la CTB	

4.4 Résultat 2 : Accès à l'assainissement de base - Amélioration de l'hygiène

4.4.1 Indicateurs

Résultat :				Progrès :		D
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès 2010	Valeur ciblée en 2012	Commentaires
IOV.1-R2 Le nombre de personnes supplémentaires disposant dans leur ménage d'une latrine familiale	x			+240 personnes	30 000 personnes	Phase test construction 24 latrines terminée Appel d'offres fournitures n'a pas abouti en raison d'erreur de procédures.
IOV.2-R2 Le nombre de personnes supplémentaires utilisant les édifices publics	x		30,9% 618 000 personnes	0	0,5% 10 000 personnes	L'accélération des procédures administratives s'avère nécessaire. Les responsables des marchés doivent systématiquement appliquer le principe du suivi de proximité.

4.4.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires
	++	+	+,	-	
A.2.1. Construire 100 édifices avec séparation Homme-Femme dans les institutions et lieux publics selon les priorités des PLHA				x	Retard important entre la planification actuelle et celle issue du rapport annuel 2009.
A.2.2. Former au-moins 60 relais communautaires d'hygiène pour la sensibilisation à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement				x	Activité différée en 2011 dans l'attente de la mise en place des nouvelles ASUFOR
A.2.3. Faciliter à travers les ASUFOR ciblées la construction de dispositifs d'assainissement de base au niveau familial		x			
A.2.4. Mettre en œuvre une stratégie de communication en Eau, Hygiène et Assainissement	x				
A.2.5. Adapter et vulgariser la méthodologie HAMS			x		Recherche méthodologique sur le HAMS et prise de contact avec la DMCS et UNICEF. Mais l'activité ne peut démarrer qu'en 2011 parallèlement à la construction des édifices publics.
A.2.6. Mettre en place un fonds d'appui à l'assainissement familial pour construire 3.000 latrines				x	-Important retard dû à la divergence entre la DAR et la CCA (CTB) quant aux choix technologiques à adopter dans le cadre du programme. -Échec de l'appel d'offres de fournitures dû aux erreurs de procédures (DAR).

4.4.3 Analyse des progrès réalisés

- Peu de résultat et donc peu d'impact sur l'objectif spécifique
- Toute la stratégie d'accompagnement de la construction de latrines est déjà mise en œuvre : engagement des ASUFOR à travers des SEPO, formations des maçons (72) et des relais (115), mobilisations sociales (12) et enfin construction de latrines test (24). Aujourd'hui 3465 demandes sont déjà enregistrées alors que les marchés ne sont pas encore lancés.

- Les 12 sites pour la construction des latrines familiales ont été choisis en collaboration avec les autres programmes de la CTB (PAMIF, PAMAS, ASSRMKF).
- Les autorités administratives et locales, les responsables de la santé et de l'éducation ont été associés aux mobilisations sociales et se sont engagés à participer au processus d'assainissement dans les 12 communautés rurales.
- Les services déconcentrés ainsi que les relais ont été formés en genre et ont proposé des pistes d'actions en matière de genre à intégrer dans leur programmation respectif.
- Les options technologique publics et les supports de communication ont été conçus en tenant compte de la composante genre.
- Un premier atelier de sensibilisation sur les questions environnementales s'est tenu à Diourbel à l'intention des services déconcentrés (avril 2010).

4.4.4 Risques et hypothèses

Risques	Niveau actuel	Commentaires
Retard dans l'exécution	D	-Risque considérable pour le marché de fourniture de matériaux de construction (latrines familiales). Mesure prise : scinder le marché en deux, chacun avec une approche différente (1500 latrines familiales construites par des GIE et 1500 par les maçons locaux). Évaluer ensuite les deux approches et capitaliser les acquis. -L'hivernage risque d'apporter des perturbations dans l'exécution des travaux (zones inaccessibles).
Non mobilisation de la contribution financière des bénéficiaires	A	-3465 demandes en instance alors qu'on ne peut capitaliser la participation financière des bénéficiaires dans la mesure où les marchés ne sont pas lancés. -De plus on risque de manquer le moment propice pour récolter l'argent puisqu'on est en pleine campagne de commercialisation de l'arachide. -Discrédit du programme
Renchérissement des coûts des matériaux de construction	B	

Hypothèses	Niveau actuel	Commentaires
Les ASUFOR maintiennent leur engagement dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement	B	L'organisation des SEPO (Succès Echecs Potentialités Obstacles) formalise l'engagement des ASUFOR dans l'hygiène et l'assainissement (relais, maçons, gestion des contributions financières et des matériaux).
Les bénéficiaires sont prêt à contribuer financièrement pour la construction des latrines	A	La demande (3465) dépasse l'offre (3000).
Bonne capacité de réalisation des entreprises et des bureaux d'études	B	
Respect des délais de passation de marché	D	Aucun délai de passation de marché n'a été respecté jusqu'à présent. Mesure à prendre : un suivi beaucoup plus rapproché de la part du Directeur de l'Assainissement.

4.4.5 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	D	La DAR a exécuté les marchés au niveau central alors que le DTF recommande de les lancer au niveau régional. Aucune réalisation concrète n'est enregistrée à ce jour.
Efficience	D	Peu de résultats concrets ont été atteints. Le partage des activités du sous-programme entre la CCA, la DAR et ses services déconcentrés a augmenté considérablement les frais de gestion.
Durabilité	B	Les actions d'IEC conduites par le projet sont pertinentes (MTR) et visent la durabilité et la reproductibilité.
Pertinence	A	Actions bien ciblées : écoles et ménages manifestent leur volonté à investir. Les actions sont cohérentes avec les résultats visés.

4.4.8 Exécution budgétaire

Cogestion

Activité	Budget	Dépenses 2010	% de la planification	Dépenses totales	Taux d'exécution
A_02_02 Former 2 relais communautaires pas ASUFOR	3.300 €	0,00 €	0,0%	0,00 €	0,0%
A_02_03 Faciliter construction latrines familiales	64.000 €	34 710,70 €	284,5%	37 813,80 €	59,6%
A_02_04 Marketing social hygiène et assainissement	36.000 €	8 278,74 €	53,1%	11 069,03 €	30,70%
A_02_05 Adapter et tester méthode HAMS	27.000 €	788,31 €	4,9%	788,31 €	2,9%
A_02 Total hygiène et assainissement	130 300 €	43 777,75 €	92,7%	49 671,14 €	38,1%

Exécution national*

Activité	Budget	Dépenses 2010	% de la planification	Dépenses totales	Taux d'exécution
AS0201 Construire 100 édicules publiques	504 000 €	679 €	0,3%	0 €	0,1%
AS0202 Fonds d'appui assainissement familial	550 000 €	2 034 €	1,5%	2 034 €	0,4%
AS02 Total hygiène et assainissement DA	1 054 000 €	2 515 €	0,7%	2 515 €	0,3%

*Note : Situation 30 juin 2010

4.4.7 Leçons apprises et recommandations

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat
Choix d'options technologiques pour les édicules publics et les latrines familiales	SMCL extraordinaire	DAR	2010 Q1	appliqué

Recommandations	Source	Qui	Deadline
Ne pas relancer le marché de fournitures de matériaux de construction mais scinder en deux : <ul style="list-style-type: none"> • 1500 latrines DAO travaux / GIE • 1500 latrines DAO fournitures de matériaux / maçons locaux 	MTR	DAR	Q1 2011
Exécution des marchés d'assainissement au niveau déconcentré et implication des communautés rurales	MTR	DAR	Q1 2011
Accélérer le processus de recrutement des entreprises de construction d'édicules publics	SMCL	DAR	Q1 2011

4.5 Résultat 3 : Appui à la gestion des infrastructures de base – Renforcement des ASUFOR

4.5.1 Indicateurs

Résultat : 83 ASUFOR ciblées dans les 4 régions d'intervention sont mobilisées, organisées et formées pour une gestion durable, efficace et équitable de leurs ouvrages d'AEPA.						Progrès : B
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès 2010	Valeur ciblée en 2012	Commentaires
IOV.1-R3 Le nombre de postes clé dans chaque bureau des ASUFOR occupé par des femmes		X	Au moins 1	DL : 2 FK : 3 KF : 1 KL : 2	Au moins 1	/
IOV.2-R3 Le pourcentage des ASUFOR appliquant les règles de gestion		X	?	DL : 48% KL : 25% KAF : 30% FK : 73%	90%	Les BPF de KI ; DL ; KAF sont très loin de l'objectif de 2012
IOV.3-R3 Le pourcentage des ASUFOR adhérant au dispositif d'accompagnement			0	0	60 %	Etude sur le dispositif d'accompagnement est au stade de la DMI.
IOV.4-R3 Le pourcentage des ASUFOR adhérent aux fédérations régionales			?	DL : 55% KL : 00% KAF : 00% FK : 60%	90%	Le processus de mise en place des fédérations de Kaffrine et de Kaolack est en cours. Kaffrine a créé des unions d'arrondissements avant de constituer sa fédération régionale.

4.5.2 Bilan activités

Activités	Déroutement				Commentaires
	++	+	+/-	-	
A.3.1. Appuyer les services déconcentrés dans la formation/sensibilisation des ASUFOR		X			
A.3.2. Mettre en place ou renforcer 28 ASUFOR dans les régions concernées				X	Cette activité attend la réalisation des nouveaux ouvrages. Il y a un risque que la DEM ne puisse pas exécuter la procédure de passation de marché dans les délais.
A.3.3. Accompagner l'ensemble des ASUFOR dans les régions concernées		X			
A.3.4. Appuyer les fédérations régionales et l'Union Inter-régionale des ASUFOR du Bassin Arachidier			X		-Appui effectif à la mise en place des unions d'arrondissements de Kaffrine -Appui financier aux fédérations de Diourbel et Fatick lors de leurs assemblées générales - Programme de formation en lobbying et plaidoyer pour les 4 fédérations
A.3.5. Etudier un dispositif d'accompagnement des ASUFOR				X	Il y a un risque que la DEM ne puisse pas exécuter la procédure de passation de marché dans les délais.
A.3.6. Mettre en place le dispositif d'accompagnement des ASUFOR				X	Activité dépend du résultat A.3.5

4.5.3 Analyse des progrès réalisés

- Peu de résultat et donc peu d'impact sur l'objectif spécifique
- Le nombre de postes clé occupés par des femmes (IOV1) au sein de chaque ASUFOR est atteint et les relais des ASUFOR ont été formés en genre.
- Collaboration avec l'APROFES pour la formation des comités directeurs des ASUFOR.

4.5.4 Risques et hypothèses

Risques	Niveau actuel	Commentaires
Ingérence des leaders d'opinion dans la gestion des ASUFOR	B	/

Hypothèses	Niveau actuel	Commentaires
Les ASUFOR appliquent les principes de la REFORME	B	/
La processus du transfert de la maintenance aboutit en fournissant des agréments pour les entreprises du secteur privé	D	La modification par l'Etat du schéma initial de transfert de la maintenance ne semble pas partagée par les PTF.
Reconnaissance juridique des ASUFOR	A	/
Licence d'exploitation régularisée pour les ASUFOR	D	La licence a déjà été demandée depuis le PARPEBA (2008). Retard considérable dans l'attribution des licences d'exploitation par la DEM.
Disponibilité et qualité des ressources humaines au niveau des ASUFOR	C	Les ASUFOR ne disposent pas de ressources humaines suffisantes pour faire face au besoin de renouvellement de ses instances comme recommandé par le règlement intérieur. Mesure à prendre: adaptation du règlement intérieur aux réalités du terrain.
Les services déconcentrés ont la capacité d'accompagner l'ensemble des ASUFOR	C	Les services déconcentrés dépendent entièrement du niveau central pour leur fonctionnement. Mesure à prendre: renforcer l'autonomie d'actions des services déconcentrés.

4.5.5 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	D	L'exécution nationale s'avère actuellement inefficace. Les DMI pour les deux études de la DEM ont été relancées deux fois en 2010.
Efficience	D	Peu de résultats concrets ont été atteints. Le partage des activités du sous-programme entre la CCA, la DEM et ses 8 services déconcentrés augmente considérablement les frais de gestion.
Durabilité	B	Le système mis en place pour la gestion des ASUFOR participe à la durabilité.
Pertinence	A	/

4.5.6 Exécution budgétaire

Cogestion

Activité	Budget	Dépenses 2010	% de la planification	Dépenses totales	Taux d'exécution
A_03_01 Accompagner ASUFOR à travers les services d'état	84.000 €	343,77 €	1,2%	343,77 €	0,4%
A_03_03 Appuyer structures fédératives	42.000 €	2 043,79 €	37,3%	3 820,37 €	9,1%
A_03 Appui ASUFOR	126 000 €	3 287,56 €	9,20%	4 164,14 €	3,30%

Exécution national*

Activité	Budget	Dépenses 2010	% de la planification	Dépenses totales	Taux d'exécution
AS0302 Création et accompagnement ASUFOR	180 000 €	3 276 €	2,2%	3 276 €	1,7%
AS0304 Appuyer le dispositif d'accompagnement des ASUFOR	42 000 €	254 €	0,6%	254 €	0,6%
AS03 Appui ASUFOR DEM	232 000 €	3 530 €	1,80%	3 530,00 €	1,50%

*Note : Situation 30 septembre 2010

4.5.7 Leçons apprises et recommandations

Décision	Source	Qui	Temps	Etat
Organisation d'un atelier sur l'épargne des ASUFOR.	DEM / CCA	DEM	2010 Q2	Ouvert

Recommandations	Source	Qui	Deadline
Les Fédérations d'ASUFOR doivent offrir des services à leurs membres et se concentrer sur des missions de service public plutôt que sur des fonctions de représentation politique (achat groupé de pièces détachées, acquisition d'un groupe de secours, recrutement d'un conducteur de forage « volant »).	MTR	DEM	
Démarrer de la création des 12 nouvelles ASUFOR immédiatement par les services déconcentrés avec leur propre personnel (avec une motivation adaptée et acceptée par la DDI) et appuyé par la CCA de Kaolack.	MTR	DEM/CCA	Q2/2010
Reformuler IOV 2,3 et 4 :			
IOV 2 : non pertinent car peu objectif et peu significatif IOV 3 : non pertinent car l'adhésion ne préjuge de la pertinence du dispositif d'accompagnement IOV 4 : trop restrictif car relatif seulement à la mise en place d'outils de planification	MTR	CCA	Q1/2011

4.6 Résultat 4 : Appui à la planification – Renforcement des communautés rurales

4.6.1 Indicateurs

Résultat :						Progrès : C
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès 2010	Valeur ciblée en 2012	Commentaires
IOV.1-R4 Le pourcentage des nouveaux ouvrages issus des PLHA			0	0	90%	Les sites choisis pour les ouvrages d'assainissement public sont issus à 100 % des PLHA. Les sites de l'hydraulique à 92 %
IOV.2-R4 Le nombre de CR ayant un cadre de concertation eau et assainissement			0	0	12	Il s'agit des 12 communautés rurales ciblées pour l'assainissement familial, lesquelles concentrent les interventions de la CTB. Prémisse : les 12 mobilisations sociales ou l'ensemble des acteurs se sont engagés
IOV.3-R4 Le nombre de PLHA réactualisé			0	0	15	15 en 2009 pour la partie assainissement Absence de coordination entre les agences d'exécution

4.6.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires
	++	+	+/-	-	
A.4.1. Accompagner les CR dans l'appropriation, l'actualisation et la valorisation des PLHA				X	Pas de progrès notable dans l'appui aux CR en 2010. Les activités de sensibilisation sont prévues en 2011

4.6.3 Analyse des progrès réalisés

- Les documents préparatoires du PEPAM BA prévoyaient que pour être éligible aux financements du programme, toute CR doit établir un Plan Local d'Hydraulique et l'Assainissement (PLHA). Cette procédure a été respectée. En 2009, les sites pour l'assainissement public ont été choisis sur base des PLHA. En 2010, les agences d'exécution de l'hydraulique ont mené séparément leurs études pour le choix des sites. En 2011, un accompagnement des CR est prévu afin qu'elles utilisent les PLHA comme outils de planification de leurs investissements.
- CR, partenaires au développement étaient présents aux séances de travail tenues au niveau régional pour le choix des sites hydrauliques. Cela a permis une répartition efficace des sites entre Plan International, CARITAS, World Vision et Eau Vive.
- Des cadres de concertation se dessinent au sein des 12 communautés rurales choisies pour la construction des latrines familiales : les autorités administratives et locales, les responsables de la santé et de l'éducation se sont engagés à participer au processus d'assainissement. Les secteurs de la santé et de l'éducation sont notamment appuyés par les autres programmes de la CTB (PAMAS, ASSRMKF) au sein de 9 de ces communautés.

4.6.4 Risques et hypothèses

Hypothèses	Niveau actuel	Commentaires
L'engagement des Communautés Rurales n'est pas remis en cause	B	
Poursuite de la politique de décentralisation	B	

Risques	Niveau actuel	Commentaires
Influence religieuse ou politique	B	Les politiques sur la décentralisation ne sont pas stables et peuvent changer au gré d'alternances.
Les communautés rurales ne s'approprient pas des PLHA comme outil de planification	C	Les PCR maîtrisent mieux les PLD que les PLHA. Ceux-ci ne sont pas systématiquement intégrés dans les PLD.

4.6.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	C	Les PCR maîtrisent mieux les PLD que les PLHA. Ceux-ci ne sont pas systématiquement intégrés dans les PLD.
Efficience	C	2011 semble être l'année où cette activité va atteindre sa vitesse de croisière.
Durabilité	B	
Pertinence	A	

4.6.6 Exécution budgétaire

Cogestion : (Situation 31 décembre 2010)

Activité	Budget	< 2010	Planification 2010	Total des dépenses 2010	% de la planification	Total dépenses	% du budget	Balance
A_04_02 Accompagner les CR dans la planification	3.300 €	0,00 €	3 300 €	0,00 €	0,0%	0,00 €	0,0%	0,00 €
A_04 Total accompagner les Communautés Rurales	163 000 €	1 284,11 €	10 000 €	0,00 €	0,0%	0,00 €	0,0%	163 000,00 €

4.6.7 Leçons apprises et recommandations

Malgré la grande place qui leur est réservée dans le cadre logique du PEPAM BA, les CR en réalité ont très peu de pouvoir de décision dans la mise en œuvre des activités. Alors que le maître d'ouvrage des infrastructures scolaires est légalement la CL, ce n'est pas elle qui lancera les marchés de latrines scolaires ni qui supervisera les travaux. Les infrastructures, une fois terminées, lui seront simplement remises, à charge pour elle d'assurer la bonne exploitation d'équipements dont elle n'aura pas piloté la construction.

Recommandation : Autant que faire se peut décentraliser jusqu'au niveau des Communautés Rurales: (a) les édifices publics (dans le suivi des travaux ?) et (b) les marchés d'extensions de réseau de petite taille

Les CR ont été associées au choix des sites relatifs à l'assainissement public et à l'eau potable sur base des PLHA.

Toutes ont été impliquées dans le choix des sites d'assainissement et d'hydraulique ainsi que les autres partenaires techniques et financiers des 4 régions. C'était une première expérience –probante– dans nos zones.

Mais il reste du chemin à parcourir pour que les CR conçoivent, réactualisent et utilisent au quotidien le PLHA comme outil de planification de leurs investissements.

Proposition est faite d'engager un cabinet ou une ONG qui pourrait accompagner les 15/20 communautés rurales dans la réactualisation des PLHA, mais surtout dans la formation des conseillers ruraux pour une réelle appropriation de leur plan local d'hydraulique et d'assainissement.

4.7 Résultat 5 : Appui au PEPAM – Renforcement des institutions

4.7.1 Indicateurs

Résultat :						Progrès :
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès 2010	Valeur ciblée en 2012	Commentaires
IOV.1-R5 Le nombre de services déconcentrés qui élaborent les rapports périodiques dans les délais			0	5	16 services (4 SRA, 4 BPF, 4 DRH)	Les services déconcentrés dans leur majorité n'envoient pas régulièrement les rapports mensuels dans les délais à la CCA.
IOV.2-R5 La planification des activités est respectée			0	50%	100%	La planification au niveau déconcentré est respectée par environ la moitié des services déconcentrés.
IOV.3-R5 Le nombre de mises à jour des base de données d'inventaire et de suivi des nappes (2/an)			2/an	2	6 en 2012	

4.7.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
A.5.1. Responsabiliser les services déconcentrés dans la mise en œuvre du programme			X		Les services déconcentrés ont reçu le renforcement nécessaire pour assumer leur responsabilité mais ils ne sont pas encore assez impliqués par le niveau national.
A.5.2. Equiper en moyens logistiques et bureautiques les services déconcentrés		X			/
A.5.3. Renforcer les capacités du personnel des structures déconcentrées		X			/
A.5.4. Renforcer les agences d'exécution du PEPAM-BA sur les aspects du CUI et sur la déconcentration		x			
A.5.4. Renforcer les agences d'exécution du PEPAM-BA sur les aspects du CUI et sur la déconcentration		X			/
A.5.8. Faciliter l'animation de plateformes de concertation sur l'eau et l'assainissement dans les régions concernées		x			
A.5.7. Capitaliser et disséminer les expériences					

A_05_07 Capitaliser expériences	29 000,00 €	5 603,20 €	0 €	0,00 €	-	5 602,20 €	19,3%	23 397,80 €
A_05 Total renforcement agences PEPAM	493 000 €	50 582,21 €	223 600 €	271 174,29 €	121,3%	355 500,44 €	72,1%	137 499,56 €

Exécution national : (Situation 30 septembre 2010)

Activité	Budget	< 2010	Planification 2010	Total des dépenses 2010	% de la planification 2010	Total dépenses	% du budget	Balance
AS0501 Suivi ressources en eau	149 000 €	694 €	129 848 €	57 488 €	44,3%	58 182 €	39,0%	90 818 €
AS05 Total Suivi Ressources en eau	149 000 €	694 €	129 848 €	57 488 €	44,3%	58 182 €	39,0%	90 818 €

4.7.7 Leçons apprises et recommandations

Les demandes d'appui en formation ou en équipement des agences et de leur personnel sont trop souvent dirigées par l'opportunité et non pas par le besoin réel. Pour cette raison il est quasiment impossible de déterminer les besoins réels. Cette réalité de terrain se heurte aux disponibilités budgétaires et a provoqué d'importants retards dans ce volet.

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat

Recommandations	Source	Qui	Deadline

5 Bénéficiaires

Les **directions nationales** (agences d'exécution : DEM - DAR – DGPRE - DHR) en appui logistique et bureautique

Les **services déconcentrés** en appui logistique et bureautique mais également en renforcement de compétences (voir résultat 5.3)

Les **ASUFOR** (183) (Associations des Usagers de forages) quant à la responsabilisation et aux différentes formations.

Maçons villageois (72) formés et agréés par le projet.

Les **femmes relais** (115) formées par le projet en techniques d'animation SARAR-PHAST et en genre.

Les **populations rurales** sensibilisées par des campagnes d'éducation à l'eau, l'hygiène, et à l'assainissement au niveau des ménages.

6 Suivi des décisions prises par la SMCL

❖ COMITE DE PILOTAGE DU 05 AOUT 2010

- Compte tenu des problèmes de passation de marché souvent soulevés lors de ces rencontres, les présidents des Commissions des Marchés des deux ministères devront dorénavant être convoqués aux réunions du Comité de Pilotage dont l'heure de démarrage devra désormais être avancée à 9h 30mn;
 - Les Présidents de commissions des marchés des deux ministères sont tenus informés de la recommandation et seront invités aux réunions de la SMCL ;
- La Cellule de Coordination et d'Appui(CCA) du PEPAM-BA est membre des commissions d'évaluation des offres à titre d'observateur;
 - La CCA a participé aux ouvertures de plis et à l'évaluation des offres.
- Les agences d'exécution, la DHR, la DAR et la DEM en particulier, doivent accélérer leurs activités pour arriver à un taux d'exécution financière confortable en fin Décembre.
 - Les démarrages de travaux espérés avant Décembre 2010 pour booster les décaissements n'ont pas pu eu lieu par suite de lourdeurs dans la passation des marchés.
- Le respect des délais de passation de marché s'impose à tous et à tous les niveaux, y compris dans les agences d'exécution et à la CTB;
 - Les points focaux de plus en plus rendent des visites fréquentes à leur point de la DCMP pour lever directement les blocages. La même démarche devrait être de mise auprès du Juriste de la CTB qui est à la base de l'ANO des ordonnateurs. Pour l'hydraulique, le Président de la SMCL est mis à contribution pour diligenter les dossiers auprès de la DCMP.
- Accorder un appui au cabinet du Ministère de l'urbanisme et de l'Assainissement.
 - L'appui sera effectué dans le cadre du budget révisé
- A l'avenir, les DAO seront planifiés et suivis au niveau du cabinet du ministre pour les activités liées à l'hydraulique;
 - Des chronogrammes des activités ont élaborés et envoyés aux autorités (SG/MHCH, ME-MHCH, MUA, ME-MEF)
- Organiser un atelier de partage et de mise à jour du manuel de procédures en Exécution Nationale ;
 - Cet atelier sera organisé en Q2-2011.
- La commission chargée d'incorporer la dimension GIRE dans les TdR des PLHA est priée d'activer ses travaux en vue de leur finalisation rapide pour permettre le renouvellement de la requête de financement des 35 PLHA adressée aux autorités belges.
 - Le rapport du comité ad hoc constitué par l'UC PEPAM, la DHR, la DGPRE et la DAR est toujours attendu pour la finalisation des TdR.

❖ COMITE DE PILOTAGE DU 10 OCTOBRE 2010

- Les TdR de la mission d'évaluation à mi-parcours sont validés
 - La mission d'évaluation à mi-parcours a été réalisée et ses principales recommandations ont été validées par la SMCL du 20 Décembre dernier.
- Le Cadre Logique du PEPAM-BA et son Tableau de Suivi sont validés
 - Ces documents sont renseignés au fur et à mesure.
- Les chronogrammes détaillés des activités des agences d'exécution sont validés.
 - Les chronogrammes sont actualisés en Janvier 2011 et ont servi de base à la planification des activités.
- Examen des conditions de transfert du reliquat du PARPEBA à l'Assistance Technique en Régie du PEPAM-BA
 - La Belgique a donné son accord pour le transfert du reliquat du PARPEBA de 71 000 € à l'Assistance technique du PEPAM-BA ;

❖ COMITE DE PILOTAGE EXTRAORDINAIRE DU 20 DECEMBRE 2010

- Les principales recommandations du MTR ont été validées et sont en cours d'application.

Cette page a été laissée vide intentionnellement

82

js

Annexes

Annexe 1 : Cadre logique

Annexe 2 : Activités Suivi & Évaluation

Annexe 3 : Rapport « Budget versus Actuels (2010) »

Annexe 4 : Planification opérationnelle

Cette page a été laissée vide intentionnellement

~~2~~ 12

Annexe 1 – Cadre logique

AS

AS

RÉSUMÉ DU PROJET / LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES (IOV)
---	---

OBJECTIF GENERAL :
 Contribuer à améliorer les performances des sous-secteurs de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural

IOV.1-O6 : Le taux d'accès à l'eau potable au niveau national en milieu rural passe de ...% à ...% entre 2008 et 2012
 IOV.2-O6 : Le taux d'accès à l'assainissement au niveau national en milieu rural passe de ...% à ...% entre 2008 et 2012

OBJECTIFS SPECIFIQUES / SUITE :
 Assurer l'accès durable à l'eau potable, à l'assainissement et à des conditions d'hygiène améliorées pour les populations rurales des régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Koolack

IOV.1-O5 : Le taux d'accès à l'eau potable au niveau du Bassin Arachidier en milieu rural passe de ...% à ...% entre 2008 et 2012
 IOV.2-O5 : Le taux d'accès à l'assainissement au niveau du Bassin Arachidier en milieu rural passe de ...% à ...% entre 2008 et 2012

EXTRANTS ou PRODUITS ATTENDUS :

Résultats de l'OS# ... :

Résultat 1 : L'accès à l'eau potable est assuré durablement pour 60.000 personnes supplémentaires dans les régions d'intervention

IOV.1-R1 : Le nombre de personnes supplémentaires utilisant effectivement l'eau potable selon les normes en vigueur (60.000 en 2012)
 IOV.2-R1 : Disponibilité du rapport validé sur la relation entre la consommation de fluor et la présence de fluoroses dans le Bassin Arachidier est connue selon les différents usages
 IOV.3-R1 : Disponibilité d'un rapport analytique sur le suivi des unités pilotes (vente, coût réel)

Résultat 2 : L'accès durable à l'assainissement pour 30.000 personnes supplémentaires en milieu familial et 10.000 personnes au niveau communautaire est assuré

IOV.1-R2 : Le nombre de personnes supplémentaires disposant d'un ménage d'une latrine familiale (30.000 en 2012)
 IOV.2-R2 : Le nombre de personnes supplémentaires utilisant les édicules publics (10.000 en 2012)

Résultat 3 : 83 ASUFOR ciblées dans les 4 régions d'intervention sont mobilisées, organisées et formées pour une gestion durable, efficace et équitable de leurs ouvrages d'AEPA

IOV.1-R3 : Le nombre de postes clé dans chaque bureau des ASUFOR occupé par des femmes (au moins 1)
 IOV.2-R3 : Le pourcentage des ASUFOR appliquant les règles de gestion efficace et viable (90% en 2012)
 IOV.3-R3 : Le pourcentage des ASUFOR adhérant au dispositif d'accompagnement (60% en 2012)
 IOV.4-R3 : Le pourcentage des ASUFOR adhérent aux structures fédératives (90% en 2012)

Résultat 4 : Les communautés rurales ciblées s'approprient leurs rôles et responsabilités en matière de planification et de régulation locale

IOV.1-R4 : Le pourcentage des nouveaux ouvrages issus des PLHA (90% en 2012)
 IOV.2-R4 : Le nombre de CR ayant un cadre de concertation eau et assainissement (12 en 2012)
 IOV.3-R4 : Le nombre de PLHA réactualisé (15 en 2011)

Résultat 5 : Les mécanismes et compétences pour la réalisation du PEPAM sont renforcés

IOV.1-R5 : Le nombre de services déconcentrés utilisés pour remplir leur mission (12 en 2011)
 IOV.2-R5 : La planification des activités est respectée (100% en 2012)
 IOV.3-R5 : Le nombre de mises à jour des bases de données d'inventaire et de suivi des nappes (2/en)

LOGIQUE

SOURCES ET MOYENS DE VÉRIFICATION	CONDITIONS DE RÉALISATION SUPPOSITIONS CRITIQUES
Revue annuelle du PEPAM	
Rapport de bilan communautaire de l'accès Revue régionale Rapports des Agences d'exécution	HYPOTHESES : - Les réformes relatives à la professionnalisation de l'exploitation des forages ruraux et au développement rural décentralisé se poursuivent - Bonne Coordination, communication entre les parties prenantes dans la mise en œuvre du Sous-programme
SMV : Rapports d'avancement du bureau d'étude et de contrôle Rapports des Divisions Régionales Rapports de la DEM Enquêtes/Rapports des ASUFOR	HYPOTHESES : - Bonne Coordination, communication dans la planification, la gestion et la mise en œuvre entre différentes activités inter-dépendantes - Bonne Capacités de réalisation des bureaux d'études, entreprises et ONG. - Respect des délais administratifs de passation de marchés RISQUES : - Retard dans l'exécution - Renchérissement des coûts des matériaux de construction
SMV : Rapports d'avancement du bureau d'étude et de contrôle Rapports des Services régionaux chargés de l'Assainissement Rapports de la Direction de l'Assainissement	HYPOTHESES : - Les ASUFOR maintiennent leur engagement à s'investir de façon intensive dans le domaine hygiène et assainissement - Les bénéficiaires sont prêts à contribuer à temps financièrement pour la construction de leurs dispositifs d'assainissement - Bonne Capacité de réalisation des bureaux d'études, entreprises et ONG - Respect des délais administratifs de passation de marchés RISQUES : - Retard dans l'exécution - Non mobilisation de la contribution financière des bénéficiaires - Renchérissement des coûts des matériaux de construction des édifices publics
SMV : Rapports des Brigades Puits et Forages Rapports d'Audit Rapports Mensuels de gestion des ASUFOR	HYPOTHESES : - Les ASUFOR appliquent les principes de la REFORME - Disponibilité des agréments - Reconnaissance juridique des ASUFOR - Licence d'exploitation régularisée pour les ASUFOR - Disponibilité et qualité des ressources humaines au niveau des ASUFOR - Les services déconcentrés ont la capacité d'accompagner l'ensemble des ASUFOR RISQUES : Ingérence des leaders d'opinion dans la gestion des ASUFOR
SMV : - Rapport Bilan de mise en œuvre des PLHA (services déconcentrés) - Rapports des conférences d'harmonisation (ARD)	HYPOTHESES : - L'engagement des Communautés Rurales n'est pas remis en cause - Poursuite de la politique de décentralisation RISQUES : - Influence religieuse et/ou politique
SMV : Rapports périodiques du PEPAM-BA Rapports périodiques des Agences d'Exécution Rapport d'Avancement Procès verbaux de réception définitive Bases de données DGPPE : requêtes Rapport des Services déconcentrés Rapport d'étude	HYPOTHESES : - Les ministères concernés poursuivent leur engagement pour la déconcentration - Les moyens logistiques au niveau des services déconcentrés sont maintenus après la fin du programme - La stabilité institutionnelle - Couverture adéquate des budgets de fonctionnement des Agences d'Exécution et des services déconcentrés RISQUES : - Non poursuite des activités à la fin du sous-programme

ACTIVITES :	
RÉSUMÉ DU PROJET / LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES (IOV)
Activités du Résultat 1 : L'accès à l'eau potable est assuré durablement pour 60.000 personnes supplémentaires dans les régions	
A.1.1. Réaliser des études pour les ouvrages nouveaux, les extensions ou réhabilitations de réseaux d'eau selon les priorités retenues dans les planifications locales des CR	IOV.1-A1.1 : Disponibilité du rapport des études nécessaires à la réalisation des travaux
A.1.2. Réaliser 12 nouveaux ouvrages, renforcer 4 systèmes d'AEP et réhabiliter 12 ouvrages existants par des entreprises spécialisées	IOV.1-A1.2 : Nombre de systèmes d'AEP réceptionnés (28 en 2012) IOV.2-A1.2 : Nombre de nouveaux forages réalisés (12 en 2011) IOV.3-A1.2 : Nombre de nouveaux châteaux d'eau construits (16 en 2012) IOV.4-A1.2 : Nombre d'équipements de pompage installés (28 en 2012) IOV.5-A1.2 : Nombre de nouveaux EPE réalisées et fonctionnelles (200 en 2012)
A.1.3. Faire contrôler les travaux par des bureaux d'études sous la supervision des Divisions Régionales de l'Hydraulique et des deux points focaux	IOV.1-A1.3 : Disponibilité des PV de chantiers, contresigné par le bureau et l'administration (1 fois par semaine et par chantier) IOV.2-A1.3 : Disponibilité des rapports trimestriels du bureau de contrôle
A.1.4. Réaliser une étude épidémiologique de l'impact du fluor dans les régions	IOV.1-A1.4 : Disponibilité du rapport approuvé de l'étude épidémiologique
A.1.5. Suivre les unités pilotes réalisées par le PARPEBA	IOV.1-A1.5 : Disponibilité du rapport de suivi des unités pilotes du PARPEBA (2010)
Activités du Résultat 2 : L'accès durable à l'assainissement pour 30.000 personnes supplémentaires en milieu familial et 10.000 p	
A.2.1. Construire 100 édicules avec séparation Homme-Femme dans les institutions et lieux publics selon les priorités des PLHA	IOV.1-A2.1 : Le nombre d'édicules réceptionnés (100 en 2012)
A.2.2. Former au-moins 60 relais communautaires d'hygiène pour la sensibilisation à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement	IOV.1-A2.2 : Le nombre de nouveaux relais féminins d'hygiène formés (60 en 2012) IOV.2-A2.2 : Le nombre de relais féminins d'hygiène recyclés (106 en 2012) IOV.3-A2.2 : Le nombre de relais féminins d'hygiène opérationnels (au moins 132 en 2012 soit 80%)
A.2.3. Faciliter à travers les ASUFOR ciblées la construction de dispositifs d'assainissement de base au niveau familial	IOV.1-A2.3 : Le nombre de maçons formés dans les ASUFOR ciblées (60 en 2010) IOV.2-A2.3 : Le nombre de latrines test réceptionnées (24 en 2010) IOV.3-A2.4 : Le nombre de plaidoyers en IEC (Sepa, mobilisations sociales) réalisés (142 en 2011) IOV.4-A2.4 : Le nombre d'activités de sensibilisation menées par les relais (coûteries avec les groupes sociaux) IOV.5-A2.4 : Le nombre de visites à domicile avec les ménages
A.2.4. Mettre en œuvre une stratégie de communication en Eau, Hygiène et Assainissement	IOV.1-A2.4 : Le nombre d'ASUFOR élaborant un plan d'action mensuel "eau, hygiène et assainissement" (au moins 66 en 2011)
A.2.5. Adapter et vulgariser la méthodologie HAMS (Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire)	IOV.1-A2.5 : Le nombre d'écoles intégrant un plan d'action "eau, hygiène et assainissement" (48 en 2012)
A.2.6. Mettre en place un fonds d'appui à l'assainissement familial pour construire 3.000 latrines	IOV.1-A2.6 : Le nombre de demandes d'appui à la construction d'une latrine familiale reçues (3000 en 2011) IOV.2-A2.6 : Le nombre de latrines familiales réceptionnées (3000 en 2012)
Activités du Résultat 3 : ...% des ASUFOR des 4 régions d'intervention sont mobilisées, organisées et formées pour une exploit	
A.3.1. Appuyer les services déconcentrés dans la formation/sensibilisation des ASUFOR	IOV.1-A3.1 : Le pourcentage des ASUFOR suivi dans la base de données des brigades (100% en 2011)
A.3.2. Mettre en place ou renforcer 28 ASUFOR dans les régions concernées	IOV.1-A3.2 : Le nombre d'AG d'information tenues (28 en 2012) IOV.2-A3.2 : Le nombre de bureaux mis sur place (28 en 2011) IOV.3-A3.2 : Le nombre de demandes de licence d'exploitation déposées à la DEM (28 en 2012) IOV.4-A3.2 : Le nombre de demandes de licence d'exploitation approuvées par la DEM (28 en 2012)
A.3.3. Accompagner l'ensemble des ASUFOR dans les régions concernées	IOV.1-A3.3 : Le pourcentage des ASUFOR bénéficiant d'une mission de suivi (100%/trimestre)

(Handwritten signatures)

RÉSUMÉ DU PROJET / LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES (IOV)
A.3.4. Appuyer les fédérations régionales et l'Union Inter-régionale des ASUFOR du Bassin Arachidier	IOV.1-A3.4 : Le nombre de PV de l'AG constitutive des fédérations régionales (4 en 2011) IOV.2-A3.4 : Le nombre de bureaux de fédération dont les membres ont été formés (4 en 2012) IOV.3-A3.4 : Disponibilité du PV de l'AG constitutive de la fédération inter-régionale du bassin arachidier IOV.4-A3.4 : Disponibilité du PV de réunion des 4 fédérations régionales (1 par trimestre)
A.3.5. Etudier un dispositif d'accompagnement des ASUFOR	IOV.1-A3.5 : Disponibilité de la notification de démarrage de l'étude du dispositif d'accompagnement des ASUFOR IOV.2-A3.5 : Disponibilité du rapport de l'étude du dispositif d'accompagnement des ASUFOR
A.3.6. Mettre en place le dispositif d'accompagnement des ASUFOR	IOV.1-A3.6 : Disponibilité du texte réglementaire de constitution d'un dispositif d'accompagnement des ASUFOR
Activités du Résultat 4 : Les communautés rurales s'approprient leurs rôles et responsabilités en matière de planification	
A.4.1. Accompagner les CR dans l'appropriation, l'actualisation et la valorisation des PLHA	IOV.1-A4.1 : Le nombre de CR formées dans la mise à jour de leur PLHA (15 en 2012) IOV.2-A4.1 : Le nombre de CR qui ont bénéficié d'un appui financier pour la mise à jour du PLHA (15 en 2012) IOV.3-A4.1 : Disponibilité d'un manuel sur les modes opératoires du PEPAM
Activités du Résultat 5 : Les mécanismes et compétences pour la réalisation du PEPAM sont renforcés	
A.5.1. Responsabiliser les services déconcentrés dans la mise en œuvre du programme	IOV.1-A5.1 : Disponibilité d'une feuille de route pour rendre effective la déconcentration IOV.2-A5.1 : Disponibilité au niveau des services déconcentrés du budget de fonctionnement leur attribué dans le cadre du sous programme
A.5.2. Equiper en moyens logistiques et bureautiques les services déconcentrés	IOV.1-A5.2 : Le nombre de services déconcentrés disposant d'une voiture 4x4 (12 en 2010) IOV.2-A5.2 : Le nombre de services déconcentrés disposant d'une connexion Internet (12 en 2010) IOV.3-A5.2 : Le nombre de services déconcentrés disposant d'un mobilier adéquat (12 en 2010) IOV.4-A5.2 : Le nombre de services déconcentrés disposant d'un matériel informatique adéquat (12 en 2010) IOV.5-A5.2 : Le nombre de services déconcentrés disposant d'un équipement de bureau adéquat (12 en 2010)
A.5.3. Renforcer les capacités du personnel des structures déconcentrées (en planification, maîtrise d'ouvrage, régulation, le suivi et l'appui-conseil, ...)	IOV.1-A5.3 : Disponibilité d'un plan de formation pour les services IOV.2-A5.3 : Pourcentage d'agents au niveau déconcentrés qui ont bénéficié de la formation définie dans le plan de formation (100% en 2011) IOV.3-A5.3 : Le nombre d'ateliers de formation organisés par la CCA Kaolack
A.5.4. Renforcer les agences d'exécution du PEPAM-BA sur les aspects du CUIZ et sur la déconcentration	IOV.1-A5.4 : Le nombre de points focaux disposant d'une voiture 4x4 (4 en 2009) IOV.2-A5.4 : Le nombre de points focaux disposant d'un matériel informatique adéquat (5 en 2010) IOV.3-A5.4 : Le nombre de points focaux disposant d'un équipement de bureau adéquat (5 en 2010) IOV.4-A5.4 : Disponibilité d'un plan de formation pour les directions nationales IOV.5-A5.4 : Le nombre d'agents au niveau central qui ont bénéficié d'une formation complémentaire (5 en 2011)
A.5.5. Renforcer le système de collecte, de traitement et de valorisation des données sur la ressource d'eau et son utilisation	IOV.1-A5.5 : Le nombre de forages d'observation réalisés (3 en 2011) IOV.2-A5.5 : Le nombre de forages d'observation équipés d'enregistreurs de niveau (10 en 2011) IOV.3-A5.5 : Le nombre de visites de suivi effectuées (2/an)
A.5.6. Faciliter l'animation de plateformes de concertation sur l'eau et l'assainissement dans les régions concernées	IOV.1-A5.6 : Le nombre de réunions tenues par chaque plateforme de concertation (4/an)
A.5.7. Capitaliser et disséminer les expériences	IOV.1-A5.7 : Le nombre de séminaires de capitalisation à l'étranger où un représentant du PARPEBA a participé (2 en 2012) IOV.2-A5.7 : Disponibilité du rapport de l'atelier de capitalisation organisé à la fin du sous programme
A.5.8. Appuyer les départements ministériels en charge de l'hydraulique et de l'assainissement en zone rurale	IOV.1-A5.8 : Le nombre de départements ministériels effectivement appuyés (2 en 2012)




Questo foglio è da lasciare vuoto intenzionalmente

[Handwritten mark]

[Handwritten mark]

Annexe 2 – Activités Suivi & Évaluation

DS

DS

Cette page a été laissée vide intentionnellement

0

11

Annexe 2.1 Recommandations de la mission d'audit du mois d'octobre 2010

Les observations les plus importantes de la mission d'audit sont résumées dans le tableau ci-dessous:

Observation(s)	Recommandation(s)
<p>Nous avons observé l'absence de validation des planifications financières par le SMCL.</p> <p>Nous avons aussi observé que le PV de la SMCL de juin 2010 n'est pas disponible à cette date.</p>	<p>Veiller à la tenue régulière des SMCL pour validation des rapports trimestriels, constat de l'avancement du projet, et validation de la planification financière du trimestre suivant.</p>
<p>Pour l'exécution nationale, le projet n'est pas en ligne avec le budget puisqu'à l'arrêté au 30/06/10 le taux d'exécution du projet est évalué à 7 % alors que la planification financière prévisionnelle sur le DTF avait avancé une évaluation à 30% de taux d'exécution.</p>	<p>Nous recommandons au projet d'assurer un suivi rigoureux au niveau de la passation des marchés</p>
<p>Les états de rapprochement du compte bancaire du compte spécial doivent être établis tous les mois et les anomalies et suspens anormaux identifiées pour faire l'objet de correction.</p> <p>Nous constatons que ces états de rapprochement bancaires n'ont été réalisés que sur la période arrêtée à fin Mars 2010. Hormis cette période ce contrôle n'a pas été fait.</p> <p>Aussi nous avons noté que les états de rapprochement bancaires disponibles ne sont approuvés ni par les responsables du projet (cogestion), ni par le Directeur de la DDI (Exécution nationale). Aucun archivage manuel n'est effectué.</p>	<p>Nous rappelons que l'état de rapprochement bancaire est un outil de contrôle de la trésorerie permettant de détecter les erreurs des écritures bancaires et celles non enregistrées en comptabilité ou en banque.</p> <p>Il n'existe donc pas de moyen de détecter les erreurs faites par la banque.</p> <p>Nous recommandons le suivi des recommandations des audits précédents.</p>
<p>A chaque reporting mensuel, nous avons recommandé lors de notre audit précédent, que les soldes comptables du tableau de dépenses soient analysés et revus afin de pouvoir détecter les anomalies avant le procédé du feedback.</p> <p>Nous avons constaté une absence de l'analyse des comptes lors des arrêts mensuels.</p>	<p>Nous recommandons le suivi des recommandations des audits précédents.</p>
<p>Les matériels et équipements du projet n'ont toujours pas fait l'objet d'une couverture en assurance risque (voir audit précédent).</p> <p>Les équipements demeurent la propriété du projet jusqu'à la fin de son exécution, et l'absence de couverture d'assurance expose les immobilisations du projet (significatives en valeur) au risque en cas de vol, d'accidents, etc.</p>	<p>Nous recommandons de procéder à la souscription d'une assurance multirisque adéquate</p>
<p>Le reporting du mois de Juin 2010 a connu un retard de transmission du fait d'une anomalie de configuration du FIT selon le RAF du projet. Le FIT n'a pas été configuré en tenant compte du modèle de l'Exécution Nationale.</p> <p>Nous n'avons reçu aucune trace de l'autorisation de la CTB pour la correction de l'anomalie, ni aucune prise de note retraçant les remarques de la représentation.</p>	<p>Nous recommandons de veiller à la documentation des remarques de la part de la CTB et leur implémentation.</p> <p>(Exemple le FIT de Juin qui aurait été repris à la demande de la Représentation).</p>
<p>Nous constatons une défaillance dans l'application des procédures d'achat en ce qui concerne l'absence des bons de réquisition, l'absence des formulaires de demande d'achat faits par chèque ou par virement bancaire.</p> <p>Les demandes d'achats ne sont faites que pour les achats par caisse alors qu'il n'y a pas de procédures de demandes d'achats pour les achats par chèque ou par banque.</p>	<p>Nous recommandons de veiller au respect des procédures d'achat édictées par le manuel des procédures, le DTF, le code des marchés publics Sénégalais.</p>

<p>Nous avons noté plusieurs erreurs d'imputation comptable (classification) pour un montant total de 19.246 EUR.</p> <p>Ceci révèle une insuffisance des contrôles de validation des enregistrements comptables du FIT, par conséquent des analyses de compte et du « feedback ».</p> <p>Il en résulte également des erreurs au niveau du suivi budgétaire réalisé/budgété (mauvaise évaluation des lignes budgétaires).</p>	<p>Nous recommandons de veiller à comptabiliser les transactions dans les comptes comptables et lignes budgétaires appropriées et effectuer des contrôles régulièrement.</p>
<p>Nous avons identifié sur le reporting de juin 2010 une transaction de 110 MF CFA comptabilisée comme une écriture d'annulation de transfert pour l'Exécution Nationale.</p> <p>Cette écriture reste toujours en suspens sur le FIT et devrait être régularisée. Il s'avère que le FIT n'a pas été paramétré pour le modèle Exécution Nationale.</p>	<p>Nous recommandons à la CTB d'envisager un paramétrage qui tient compte des spécificités de l'Exécution Nationale et de veiller à comptabiliser les transactions dans les comptes comptables et lignes budgétaires appropriés.</p>
<p>Nous notons l'absence de contrôle inopiné de la caisse. Les inventaires physiques de caisse étant toujours programmés à l'avance et les dates communiquées, il existe un risque de non détection de détournement éventuel de destination des ressources du projet du fait de régularisations opérées juste avant l'inventaire physique.</p>	<p>Nous recommandons au RAF d'effectuer 3 ou 4 fois par an un contrôle inopiné de la caisse.</p>
<p>Nous avons constaté l'utilisation permanente du mot de passe d'accès du coresponsable du projet par le comptable du projet lors de l'enregistrement des écritures comptables dans FIT. Ceci constitue un risque de sécurité du système d'information et la hiérarchisation des accès au logiciel FIT.</p> <p>Des irrégularités dans l'enregistrement comptable ne pourront pas être retracées à la juste personne et le coresponsable n'aura pas de contrôle sur les actions enregistrées sous son nom.</p>	<p>Nous recommandons le verrouillage des mots de passe et la répartition des accès par collaborateur.</p>
<p>Les employés du projet bénéficient de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) alors que la durée du projet est à durée déterminée.</p> <p>Il existe un risque de contentieux et de litiges sociaux en fin de projet.</p>	<p>Nous recommandons d'investiguer la possibilité d'offrir des contrats aux employés correspondant à la durée du projet.</p>
<p>Il n'existe pas de fiche de présence du personnel pour le suivi des heures ouvrées en comparaison aux données sur les bulletins du salaire.</p>	<p>Nous recommandons d'utiliser des fiches de présence pour le suivi des heures prestées.</p>
<p>Certaines missions effectuées par le Projet, en plus des ordres des missions ne sont pas appuyées de rapport de mission conformément aux procédures CTB.</p>	<p>Nous recommandons de veiller à l'annexion systématique des rapports de mission des pièces comptables.</p> <p>Dans le cas où un rapport de mission n'est pas applicable, décrire la raison.</p>
<p>Une faiblesse généralement constatée au niveau de la passation des marchés publics consiste en une absence de demande d'avis consultatif CCA lors du montage des DAO par les agences d'exécution.</p> <p>Nous n'avons pas pu nous rassurer de la publication des marchés au site officiel de la CTB et de l'OCDE.</p> <p>Pour le DAO (Cogestion) « acquisition de 9 véhicules », nous n'avons pas pu disposer du document de la publication d'attribution définitive.</p>	<p>Nous recommandons au projet de demander un avis consultatif au CCA et d'inclure une preuve de publication au site CTB/OCDE dans le dossier.</p> <p>Nous demandons au projet de nous fournir le document en question.</p>

<p>Lors de notre revue d'échantillon de transactions financières, nous avons constaté les anomalies suivantes :</p> <p>Partie COGESTION : Montant des anomalies : 59.525,83 € (soit 9% de l'échantillon revu)</p> <p>Détails :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transactions à reclasser : 19.246,37 € - Manque de codification AT/GT : 34.762,63 € - Manque de pièces justificatives : 5.516,83 € <p>Partie EXECUTION NATIONALE : Montant des anomalies : 1.993.825 FCFA (3.039,57 EUR, soit 3% de l'échantillon revu).</p> <p>Détails :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de pièces justificatives : 1.094.865 FCFA - Absence de rapport de mission : 400.000 FCFA - Paiement sur base de facture pro forma : 498.960 FCFA 	<p>Nous recommandons au projet de régulariser les anomalies détectées dans les plus brefs délais</p>
---	--




Cette page a été laissée vide intentionnellement.

Annexe 2.2 Recommandations de la Mission d'Evaluation à mi-parcours

Rappel des recommandations validées par la SMCL

Réalisation de 12 forages profonds

Poursuivre le processus de recrutement de l'entreprise de forage la moins disante (pour les deux lots), conformément au chronogramme arrêté à l'occasion de la SMCL du 13 octobre 2010. Imposer à l'entreprise le lancement simultané des deux lots (= mobilisation d'au moins deux ateliers de forage).

La DHR (agence d'exécution) suit attentivement le déroulement du processus de recrutement de l'entreprise et informera en temps réel les autres membres de la SMCL de tout retard imprévu dans le processus de mobilisation de l'entreprise

Marché de génie civil travaux neufs

Poursuivre le processus de recrutement des entreprises de génie civil, conformément au chronogramme arrêté à l'occasion de la SMCL du 13 octobre 2010, pour les trois lots de travaux, mais en réduisant le volume des travaux dans chacun des lots. Il serait par exemple possible d'exécuter dans le cadre de ce marché les travaux sur le réseau primaire (station de pompage, réservoir, conduite principale vers les principaux centres polarisés par le forage). Les travaux de densification et d'extension vers les localités les plus petites et les plus lointaines seront détachées de ces marchés et intégrés dans une tranche de travaux complémentaire, dont la commande ne sera passée aux entreprises que début 2012, sur la base des reliquats disponibles.

Dès que les marchés principaux auront été notifiés aux entreprises (forages, contrôle des travaux et génie civil, sans la tranche complémentaire), la DHR établira à mémo explicatif, reprenant le détail des offres retenues pour chacun des trois lots et une estimation des reliquats potentiels.

Travaux d'extensions de réseaux existants

Lancer l'appel d'offres, avec une dead line pour la notification du marché de travaux : le 30 juin 2011. Si, à cette date, le marché n'est pas attribué, la procédure sera immédiatement annulée. Les travaux d'extension seront alors engagés dans le cadre d'un avenant au marché de travaux des réseaux neufs (qui est supposé démarrer en mars ou avril 2011).

Création de 12 nouvelles ASUFOR

Lancer les activités de création des ASUFOR dès que le ou les marchés de forages auront été notifiés et cela sans attendre l'aboutissement du processus de recrutement du bureau d'études spécialisé.

Ces activités seront réalisées par les animateurs déjà mobilisés dans le cadre du projet (au niveau des BPF et de la CCA). Le budget de fonctionnement nécessaire (carburant et indemnités de déplacement) sera dégagé en effectuant un report depuis le budget qui avait été prévu pour le bureau d'étude et le montant maximal du marché du bureau d'études sera diminué dans les mêmes proportions.

La DEM (agence d'exécution) et la DDI se chargeront, chacun en ce qui la concerne, de définir les modalités précises de cette modification d'imputation.

Construction d'édicules publics dans les écoles

Poursuivre le processus de recrutement des entreprises de construction d'édicules publics, conformément au chronogramme arrêté à l'occasion de la SMCL du 13 octobre 2010.

Assainissement individuel (familial)

Ne pas relancer la procédure de commande centralisée des matériaux nécessaires pour 3000 latrines et la remplacer conjointement par deux procédures mieux adaptées à la gestion locale des flux de matériaux:

1 : travaux réalisés par des maçons locaux formés par le projet; passer un marché à prix unitaire pour la fourniture des matériaux, avec obligation pour le fournisseur de maintenir des stocks suffisants pour pouvoir répondre dans un délai limité (15 jours) aux demandes de livraison qui seront lancées par les ASUFOR au nom de leurs membres

2 : travaux réalisés par des GIE ; passer des marchés de travaux à l'entreprise, au niveau des SRA (pour des lots de 50 à 200 latrines)

Recommandation pour la SMCL

Renforcer le poids des CR et des ASUFOR dans les mécanismes de prise de décision du projet, en instituant une instance collégiale, basée à Kaolack, qui préparera toutes les réunions de la SMCL, en analysant les documents préparatoires et en faisant des recommandations qui seront examinées en SMCL.

Recommandations pour les services techniques de l'Etat (agences d'exécution)

Définir clairement dans le guide de procédures du projet une liste élargie de décisions qui peuvent être prises en toute autorité par les SRA, DRH et chefs de brigade, dans le domaine de la mise en œuvre des travaux et des actions d'accompagnement.

Mettre en place sur le portail du PEPAM un carnet de bord des marchés et des activités engagées par chaque acteur du projet (DAR, DHR, DEM, DGPRE, DDI, CCA, SMCL) avec les dates d'achèvement pour les actions déjà réalisées et les dates prévus pour les activités en cours.

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of SEN0701811

Project Title : **PEPAM Phase I**

Budget Version : **L01**

Currency : **EUR**

Report Includes all closed transactions until the end date of the closed closing

Year to month : 31/12/2010

2010

Status	Fin Mode	Amount	2009				2010				Total	Total Exp	Balance	% Exec	
			Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4					
01 Réaliser les études	Deleted	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
02 Réaliser les ouvrages	Deleted	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
03 Faire contrôler les travaux	Deleted	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
04 Vulgariser les technologies	Deleted	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
05 exécution unités pilotes de	COGEST	32.000,00	5.482,44	965,92	151,11	457,35	152,45	1.726,82	7.269,26	24.730,74	23%				23%
** LIAISON ENTRE LES REGIONS **															
01 Construire et réhabiliter 100	Deleted	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
02 Former 2 relais	COGEST	3.300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3.300,00	0%				0%
03 Faciliter la construction de	COGEST	64.000,00	3.103,10	1.219,13	2.944,17	15.130,33	15.417,06	34.710,70	37.813,80	26.186,20	59%				59%
04 Marketing social hygiène et	COGEST	36.000,00	2.760,29	268,31	0,00	8.010,43	8.278,74	11.069,03	24.930,97	24.930,97	31%				31%
05 Adapter tester et	COGEST	27.000,00	0,00	788,31	0,00	0,00	0,00	788,31	788,31	26.211,69	3%				3%
** 00 #201000 usagers sont **															
01 Créer et former 30	COGEST	84.000,00	0,00	0,00	30,49	313,28	2.489,44	3.267,56	4.064,44	121.835,66	15%				15%
02 Accompagner 53 ASUFOR	Deleted	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%				0%
03 Appuyer l'Union de	COGEST	42.000,00	876,58	457,35	2.486,44	2.943,79	3.820,37	38.179,53	9%						9%
REGIE															
		1.370.395,00	621.344,02	83.085,34	122.956,31	74.690,91	83.398,66	364.131,23	985.475,25	384.919,76	72,00				72,00
COGEST															
		9.629.605,00	603.519,42	101.290,69	267.893,02	325.545,52	513.439,32	1.208.168,56	1.811.687,99	7.817.917,01	19,00				19,00
TOTAL															
		11.000.000,00	1.224.863,44	184.376,03	390.849,34	400.236,43	596.837,98	1.572.299,79	2.797.163,24	8.202.836,76	25,00				25,00



Annexe 3 : Rapport « Budget versus Actuels (2010) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of SEN0701811

Project Title : **PEPAM Phase I**
 Budget Version : **L01**
 Currency : **EUR**
 YMM :
 Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing
 Year to month : 31/12/2010

Status	Fin Mode	Amount	2010				Total	Total Exp	Balance	% Exec
			Q1	Q2	Q3	Q4				
04 Appuyer le dispositif	COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	7%	
04 Les contributions fiscales										
01 Former les CR sur la	COGEST	45.000,00	0,00				0,00	45.000,00	0%	
02 Accompagner les CR dans	COGEST	96.000,00	1.179,83				1.179,83	94.820,17	1%	
03 Faciliter la collaboration	COGEST	22.000,00	104,28				104,28	21.895,72	0%	
05 Les interventions										
01 Responsabiliser les	COGEST	12.000,00	1.266,71	782,73	131,11	923,64	2.290,55	9.709,45	19%	
02 Rendre le cadre de travail	COGEST	262.000,00	18.876,22	23.423,52	27.427,42	131.366,89	2.117,52	184.337,35	48,78%	
03 Former les divisions	COGEST	47.000,00	12.457,79	6.031,61	3.311,52	676,19	10.619,42	23.077,21	23,52%	
04 Renforcer les agences	COGEST	79.000,00	46.521,67	18.191,93	18.498,34	8.715,13	44.403,40	89.925,07	114%	
05 Renforcer le système de	COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	0%	
06 Faciliter l'animation de	COGEST	74.000,00	501,56	542,41	15.164,12	15.000,81	30.707,34	31.208,90	42%	
07 Capitaliser et disséminer les	COGEST	29.000,00	5.602,20				5.602,20	23.397,80	19%	
01 EXECUTION NATIONALE										
01 Exécution nationale	COGEST	8.106.300,00	295.000,00	157.853,39	119.799,00	428.190,00	997.839,09	7.107.461,00	12%	
REGIE										
COGEST		9.828.605,00	621.344,02	63.085,34	122.956,31	74.690,91	83.398,66	364.131,23	985.475,25	38,49%
TOTAL		11.000.000,00	1.224.863,44	184.376,03	390.849,34	400.236,43	596.837,98	1.672.298,79	2.797.163,24	25,00%



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of SEN0701811

Project Title : PEPAM Phase I

Budget Version : L01

Currency : EUR

YIM :

Year to month : 31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

Status

Fin Mode

Amount

2009

Q1

Q2

Q3

Q4

Total

Total Exp

Balance

% Exec

2010

			2009	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp	Balance	% Exec							
01 Réserve budgétaire	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%							
02 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%							
01 Assistance technique	REGIE	1.080.000,00	482.796,38	68.333,62	84.367,63	69.987,64	78.689,46	302.358,35	785.164,73	294.845,27	73%							
02 Expert national ingénierie	COGEST	14.400,00	4.878,37	930,74	994,93	962,83	962,83	3.851,34	8.729,71	5.670,29	61%							
03 Directeur national	COGEST	28.800,00	10.366,63	2.108,46	2.121,40	1.925,57	2.535,47	8.691,08	18.087,61	9.742,39	60%							
04 Equipe finance et	COGEST	187.200,00	34.934,16	14.100,56	15.917,41	11.721,25	17.391,32	59.130,52	94.084,67	73.135,33	56%							
05 Equipe technique	COGEST	7.000,00	2.164,76	466,37	481,42	481,42	481,42	1.908,62	4.074,40	2.925,60	58%							
06 Autres frais de personnel	COGEST	83.869,00	22.366,10	5.407,68	6.237,96	5.263,63	6.180,59	23.059,86	45.425,98	38.443,04	54%							
07 Frais des agences	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%							
08 personnel administratif et	REGIE	8.131,00	5.130,69						5.130,69	0,41	100%							
01 Vehicules	REGIE	108.688,00	108.687,81		0,00				108.687,81	0,19	100%							
02 Vehicules	COGEST	22.860,00	22.860,73						22.860,73	0,27	100%							
03 Equipement bureau	COGEST	10.818,00	10.510,06	258,39					10.261,65	-110,92	101%							
TOTAL	REGIE	1.370.395,00	621.344,02	83.085,34	122.956,31	74.690,91	81.398,66	364.131,23	985.475,25	384.919,76	72,00							
	COGEST	9.629.605,00	603.519,42	101.290,69	287.893,02	325.545,52	513.439,32	1.208.168,56	1.811.687,98	7.817.917,01	19,00							
	TOTAL	11.000.000,00	1.224.863,44	184.376,03	390.849,34	400.236,43	596.837,98	1.572.299,79	2.797.163,24	8.202.836,76	25,00							



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of SEN0701811

Project Title : **PEPAM Phase I**

Budget Version : **L01**

Currency : **EUR**

Y/M :

Year to month : 31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

Description	Status	Fin Mode	Amount	2010				Total	Total Exp	Balance	% Exec	
				Q1	Q2	Q3	Q4					
04 Appuyer le dispositif	Deleted	COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	7%		
01 Former les CR sur la		COGEST	45.000,00	0,00				45.000,00	0,00	0%		
02 Accompagner les CR dans		COGEST	96.000,00	1.179,83				94.820,17	1,179,83	1%		
03 Faciliter la collaboration		COGEST	22.000,00	104,28				21.895,72	104,28	0%		
01 Responsabiliser les		COGEST	12.000,00	1.366,71	792,73	131,11	923,84	2.280,55	9.709,45	19%		
02 Rendre le cadre de travail		COGEST	252.000,00	18.876,22	23.423,52	27.427,42	131.368,89	2.117,52	184.337,35	203.213,57	48.786,43	81%
03 Former les divisions		COGEST	47.000,00	12.457,79	6.531,61	3.311,52	676,19	10.619,42	23.077,21	23.522,79	49%	
04 Renforcer les agences		COGEST	79.000,00	45.521,67	16.191,93	16.406,34	6.715,13	44.403,40	89.925,07	-10.925,07	114%	
05 Renforcer le système de	Deleted	COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	7%		
06 Faciliter l'animation de		COGEST	74.000,00	501,56	542,41	15.164,12	15.000,61	30.707,34	31.208,90	42.791,10	42%	
07 Capitaliser et disséminer les		COGEST	29.000,00	5.602,20				5.602,20	23.397,80	19%		
01 Exécution nationale		COGEST	8.105.300,00	295.000,00	157.853,00	115.796,00	428.190,00	702.839,00	987.835,00	7.107.461,00	12%	
04 Mises en œuvre des dispositifs		COGEST	8.105.000,00	295.000,00	157.853,00	115.796,00	428.190,00	702.839,00	987.835,00	7.107.461,00	12%	
REGIE			1.370.395,00	621.344,02	83.085,34	122.956,31	74.650,91	83.398,66	354.131,23	985.475,25	384.919,79	72,00
COGEST			9.625.695,00	603.519,42	101.290,69	287.893,02	325.545,52	513.438,32	1.208.168,56	1.811.687,99	7.817.917,01	19,00
TOTAL			11.000.000,00	1.224.863,44	184.376,03	390.849,34	400.236,43	596.837,98	1.572.299,79	2.797.163,24	8.202.836,76	25,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of SEN0701811

Project Title : **PEPAM Phase I**
 Budget Version : **L01**
 Currency : **EUR**
 YIM :

Year to month : 31/12/2010
Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

Status	Fin Mode	Amount	2010				Total	Total Exp	Balance	% Exec	
			Q1	Q2	Q3	Q4					
04 Equipement IT	COGEST	12.800,00	11.202,04	1.566,57	536,52		2.102,10	13.304,14	-504,14	104%	
05 Equipement IT	REGIE	6.836,00	4.805,19	1.279,78			1.279,78	6.084,97	751,03	89%	
01 Frais de fonctionnement	COGEST	73.000,00	36.253,05	331,18	3.390,11	13.552,90	1.534,87	18.608,86	55.051,91	17.938,09	75%
02 Télécommunications	COGEST	14.400,00	5.644,96	4.284,93	2.270,46	2.711,15	2.223,62	11.499,17	17.144,13	-2.744,13	119%
03 Fournitures de bureau	COGEST	65.678,00	21.846,76	4.832,65	4.798,10	5.502,81	4.830,05	19.964,61	41.811,37	13.866,63	75%
04 Mission équipe CCA	COGEST	35.000,00	11.424,43	1.256,33	3.000,96	4.260,68	2.769,54	11.317,51	22.741,94	12.258,06	65%
05 Frais de représentation et	COGEST	30.000,00	1.236,57	6.275,43	2.694,89	3.261,19	2.163,25	16.364,76	17.501,33	12.398,67	59%
06 Frais de consistance	COGEST	0,00	0,00								
07 Frais financiers	COGEST	5.800,00	2.131,87	435,36	753,74	480,54	457,02	2.126,76	4.258,63	1.541,37	73%
08 Frais de réunions (CP et	COGEST	10.000,00	4.448,14	3.213,17	690,42	1.813,08	402,39	6.309,06	10.757,20	-757,20	108%
09 frais de fonctionnement	REGIE	20.000,00	13.361,74	2.234,34	3.846,92	651,63	167,32	7.110,21	20.471,95	-471,95	102%
10 étude de base au	COGEST	0,00	0,00								
11 frais financiers	REGIE	1.800,00	651,73	89,49	90,24	102,64	168,46	450,83	1.102,55	697,44	61%
12 Frais d'assurance véhicules	COGEST	8.322,00	8.322,21								
01 Frais de suivi et	REGIE	98.940,00	1.199,16	121,66	30.445,79	3.759,00	3.231,56	37.556,33	38.757,49	61.182,51	39%
TOTAL	REGIE	1.370.395,00	621.344,02	83.083,34	122.966,31	74.690,91	83.398,86	384.131,23	985.475,25	384.519,75	72,00
TOTAL	COGEST	9.623.605,00	603.519,42	101.230,68	267.893,02	325.545,52	513.439,32	1.208.169,56	1.611.687,99	7.817.517,01	19,00
TOTAL	REGIE	11.000.000,00	1.224.863,44	184.376,03	390.849,34	400.236,43	596.837,88	1.572.299,79	2.797.163,24	8.202.836,76	25,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of SEN0701811

Project Title : PEPAM Phase I

Budget Version : L01

Currency : EUR

Y/M :

Year to month : 31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

Status	Fin Mode	Amount	2010				Total	Total Exp	Balance	% Exec	
			2009	Q1	Q2	Q3					Q4
02 Audits financiers	REGIE	40,000.00	0.00	11,305.93	2,400.00		1,141.84	14,847.78	14,847.78	25,152.22	37%
03 Appui technique CTB HQ	REGIE	10,000.00	6,711.42		525.95			525.95	7,237.37	2,762.63	72%
04 Etude de base au	COGEST	60.00	60.98					60.98	-0.98		102%
Conversion rate adjustment			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0%
Conversion rate adjustment			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0%
Conversion rate adjustment			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0%

REGIE	1,370,395.00	621,344.02	83,086.34	122,956.31	74,690.91	83,398.66	364,131.23	985,475.25	384,919.75	72.00
COGEST	9,629,605.00	603,519.42	101,290.69	257,893.02	325,545.52	513,439.32	1,208,168.56	1,811,637.99	7,817,917.01	19.00
TOTAL	11,000,000.00	1,224,863.44	184,376.03	390,849.34	400,236.43	596,837.98	1,572,299.79	2,797,113.24	8,202,836.76	25.00



Annexe 4 – Planification opérationnelle



Cette page a été laissée vide intentionnellement.



PLANIFICATION OPERATIONNELLE 2011 – PEPAM-BA

R1 : Réalisation des nouveaux ouvrages, des extensions et des réhabilitations de réseaux AEP

Activités	Sous-activités	J F M A M J J A S O N D												Responsables	Remarques - difficultés points d'attention
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
A.1.1 : Études d'exécution travaux d'eau potable	Études travaux neufs													DHR	Études terminées
	Études extensions et réhabilitations													DEM	Études en cours de finalisation
A.1.2 : Travaux d'eau potable	Forages	Passation de marché													
		Travaux													
	Génie civil	Passation de marché													
		Travaux													DHR
	Moyens d'exhaure	Passation de marché													
		Travaux													
Extensions et Réhabilitations	Passation de marché														
	Travaux													DEM	
A.1.3 : Contrôle de travaux	Passation de marché														
	Contrôle de travaux	Supervision et contrôle													
		Supervision et contrôle													
A.1.4 : Réalisation étude épidémiologique	Réalisation de l'étude														
														DGPRE	
														DEM	Pour une gestion transparente des matériaux
														DGPRE	Marché notifié en janvier




R4 : Les communautés rurales s'approprient leurs rôles et responsabilités en matière de planification

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A.4.1 : Accompagner les communautés rurales dans l'appropriation, l'actualisation des PLHA	Formation des CR dans la mise à jour des PLHA													CCA Kaoleck	L'engagement d'un consultant est nécessaire pour cette activité
	Appui financier pour mise à jour des PLHA														L'engagement d'un consultant est nécessaire pour cette activité
	Elaboration d'un manuel sur les modes opératoires du PEPAM														Avec PEPAM, ARD, ...

R5 : Les mécanismes et compétences pour la réalisation du Pepam sont renforcés au niveau national et dans les régions concernées

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A.5.1 Responsabiliser les services déconcentrés dans la mise en œuvre du sous-programme	Elaboration d'une feuille de route pour la déconcentration Assurer la disponibilité du budget de fonctionnement au niveau déconcentré														CCA Dakar DEM / DAR	La déconcentration des services déconcentrés n'est pas portée par les directions centrales. Une base de données unifiée est toujours à l'attente pour continuation des saisies par les opératrices Mobilier complémentaire pour les structures qui n'ont disposent pas
A.5.2 : Rendre le cadre de travail des BPF plus opérationnel	Mise à jour et suivi de la base de données, simplification et extension vers d'autres ASUFOR Renforcement des services déconcentrés															GPS déjà fournis
A.5.3 : Former les divisions régionales	Formation GPS Formations en informatique (2 modules) Sensibilisation à l'environnement Formation au leadership (services déconcentrés)														CCA Kaolack	
A.5.4 : Renforcement des Agences d'exécution du PEPAM-BA																
A.5.5 : Renforcer le système de collecte et traitement et de valorisation des données sur les ressources en eau	Fourniture équipement piézomètres Suivi piézométrique et de la qualité de l'eau Étude hydrogéologique du CT															Budget épuisé
A.5.6 : Faciliter l'organisation des revues régionales du Pepam	Participation à la RAC (Revue Annuelle Conjointe) Mise en place des comités techniques et information des autorités et autres acteurs locaux Collecte et validation des données Organisation des revues régionales														CCP DGPRE CCA Kaolack / LC PEPAM	

(Handwritten signatures and initials)

Financial Planning of SEN0701811

Project Title : PEPAM Phase I
 Fin Plan Version: 2011Q1
 Budget Version: L01
 Donor: DGD
 Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	TY-1	Balance	2011				2012 to end	Est. end Proj. Bal	Est. % exec
				Q1	Q2	Q3	Q4			
03 Faciliter la collaboration entre	COGEST	22,00	0,10	21,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
01 Responsabiliser les Divisions	COGEST	12,00	2,28	9,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Rendre le cadre de travail des	COGEST	252,00	203,21	48,79	3,00	3,00	25,00	23,79	0,00	100%
03 Former les divisions Regionales	COGEST	47,00	23,08	23,92	6,13	2,29	8,38	21,83	2,09	100%
04 Renforcer les agences	COGEST	76,00	89,93	-10,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
05 Renforcer le système de	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10,93	0,00	114%
06 Faciliter l'animation de	COGEST	74,00	31,21	42,79	2,29	0,00	15,09	0,00	0,00	7%
07 Capitaliser et disséminer les	COGEST	29,00	5,60	23,40	0,00	0,00	32,93	0,00	0,00	100%
03 EXECUTION NATIONALE										
01 Exécution nationale	COGEST	8.105,30	997,84	7.107,46	0,00	200,00	700,00	1.494,96	4.707,46	100%
01 Réserve budgétaire	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
02 Réserve budgétaire	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
03 Frais de personnel										
01 Assistance technique	REGIE	1.080,00	785,15	294,85	69,33	84,37	69,97	71,18	294,85	100%
02 Expert national ingénierie sociale	COGEST	14,40	8,73	5,67	1,92	1,92	1,83	0,00	5,67	100%
03 Directeur national	COGEST	28,80	19,06	9,74	3,84	3,84	2,06	0,00	9,74	100%
TOTAL										
	REGIE	1.370,40	985,47	354,93	109,03	84,57	70,17	71,26	335,05	100%
	COGEST	9.629,61	1.811,67	7.817,94	108,30	313,50	820,85	1.618,94	2.861,69	100%
	TOTAL	11.000,01	2.797,14	8.202,87	217,33	398,07	891,12	1.690,22	3.196,74	100%



Handwritten signature and date.

Financial Planning of SEN0701811

Project Title : PEPAM Phase I

Fin Plan Version: 2011Q1

Budget Version: L01

Donor: DGD

Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	T1Y-1	Balance	2011				2012 to end	Est Proj Bal	Est % exec	
				Q1	Q2	Q3	Q4				Total
04 Equipe finance et administration	COGEST	187,20	73,14	10,65	13,70	10,75	13,87	48,97	23,88	0,26	100%
05 Equipe technique	COGEST	7,00	2,93	1,13	1,13	0,67	0,00	2,93	0,00	0,00	100%
06 Autres frais de personnel	COGEST	83,87	38,44	5,15	7,16	5,19	6,58	24,08	14,36	0,00	100%
07 Frais des agences d'exécution	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
08 personnel administratif et d'appui	REGIE	5,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Investissements		100,01	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	100%
01 Véhicules	REGIE	106,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 Véhicules	COGEST	22,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Equipement bureau	COGEST	10,82	-0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
04 Equipement IT	COGEST	12,80	-0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,11	101%
05 Equipement IT	REGIE	5,84	0,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,50	104%
01 Frais de fonctionnement des		254,00	14,74	17,20	22,74	14,50	8,81	56,05	0,00	0,76	89%
02 Télécommunications	COGEST	73,00	17,94	4,00	13,94	0,00	0,00	17,94	0,00	0,00	100%
03 Fournitures de bureau	COGEST	14,40	-2,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2,74	119%
04 Mission équipe CCA	COGEST	55,68	13,87	4,50	4,50	4,50	0,37	13,87	0,00	0,00	100%
05 Frais de représentation et de	COGEST	35,00	12,26	3,00	3,00	3,00	3,00	12,00	0,26	0,00	100%
06 Frais de consultation	COGEST	30,00	12,40	5,00	0,00	0,00	5,00	10,00	2,40	0,00	100%
07 Frais financiers	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
08 Frais de réunions (CP et autres)	COGEST	5,80	1,54	0,50	0,50	0,50	0,04	1,54	0,00	0,00	100%
09 frais de fonctionnement	REGIE	10,00	-0,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,76	108%
		20,00	-0,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,47	102%
	REGIE	1.370,40	364,93	105,03	64,57	70,17	71,28	335,05	49,88	0,00	100%
	COGEST	9.029,61	7.817,94	106,30	313,60	820,95	1.618,94	2.661,69	4.950,25	0,00	100%
	TOTAL	11.000,01	8.202,87	217,33	398,07	891,12	1.690,22	3.196,74	5.006,13	0,00	100%



Financial Planning of SEN0701811

Project Title: PEPAM Phase I
 Fin Plan Version: 2011Q1
 Budget Version: L01
 Donor: DGD
 Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	T1Y-1	Balance	2011				2012 to end	Est. Proj Bal.	Est. % exec
				Q1	Q2	Q3	Q4			
10 étude de base au démarrage du	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
11 frais financiers	REGIE	1,10	0,70	0,20	0,20	0,10	0,70	-0,29	116%	
12 Frais d'assurance véhicules	COGEST	8,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
11-04 Auditif pour l'évaluation		190,00	88,09	0,00	0,00	0,00	39,50	45,59	0,00	100%
01 Frais de suivi et d'évaluation	REGIE	99,94	61,18	0,00	0,00	0,00	27,50	33,68	0,00	100%
02 Audits financiers	REGIE	40,00	25,15	0,00	0,00	0,00	12,00	13,15	0,00	100%
03 Appel technique CTB HQ	REGIE	10,00	2,76	0,00	0,00	0,00	0,00	2,76	0,00	100%
04 Etude de base au démarrage du	COGEST	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
11-09 Conversion rate adjustment		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
58 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
59 Conversion rate adjustment	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
	REGIE	1.370,40	384,93	109,03	84,57	70,17	71,28	46,88	0,00	100%
	COGEST	9.629,61	7.817,94	106,30	313,50	820,95	1.618,94	4.956,25	0,00	100%
	TOTAL	11.000,01	8.202,87	217,33	398,07	891,12	1.590,22	5.006,13	0,00	100%

[Handwritten signatures]



**PROGRAMMATION MARCHES PUBLICS
PEPAM-BA**

Numéro du marché	Intitulé du marché	Agence d'exécution	Briève description du marché	Type du marché	Devise	Montant (estimé)	Montant euros (estimé)	Mode d'exécution	Code(s) Budgétaire(s)	Fournisseur(s)
1	Evaluation Environnementale Stratégique (EES)	DAR	Evaluation Environnementale de la composante "eau et assainissement" en milieu rural du PEPAM dans les régions de Dourbel, Fatick, Kaolack et Kolda	Services	FCFA	24 765 000	€ 37 754	exécution nationale	FE	
2	Travaux de Construction de 18 EDP	DAR	Travaux de Construction de 18 Eddoules Publics dans les Communautés Rurales (CR) de Keur sambo Gueye et Keur Saboun dans la région de Fatick	Travaux	franc cfa	72 542 688	€ 110 591	exécution nationale	BCI	
3	Travaux de Construction 100 EDP	DAR	Travaux de Construction d'édoules publics dans les régions de Dourbel, Fatick, Kaolack et Kolda	Travaux	franc cfa	485 309 400	739 949	exécution nationale	AS_02_01	
4	Travaux de Construction de 26 EDP	DAR	Travaux de construction d'édoules publiques dans la région de Fatick	Travaux	franc cfa	127 437 332	194 307	exécution nationale	BCI	
5	Travaux de Construction d'édoules publics BCI 2011	DAR	Travaux de construction d'édoules publiques dans les régions de Dourbel, Fatick, Kaolack et Kolda	Travaux	franc cfa					
6	Consultation pour évaluer les Prix de revient des ouvrages d'assainissement individuel (Latrines Familiales) dans les régions de Dourbel, Fatick, Kaolack et Kolda	DAR	Demandar le prix de revient réel des latrines	Travaux communautaires	franc cfa	151 425 000	230 846	exécution nationale	AS_02_02	
7	Consultation de fournisseurs pour matériaux de construction dans les régions de Dourbel, Fatick, Kaolack et Kolda	DAR	Achat de matériaux de construction pour la réalisation de latrines par les mayons formés	Fournitures	franc cfa	151 425 000	230 846	exécution nationale	AS_02_02	
8	Missions de contrôle et de suivi des travaux	DAR	Missions de contrôle et de suivi des travaux de construction des édoules publics dans les régions de Dourbel, Fatick, Kaolack et Kolda	Services	franc cfa	103 706 802	€ 158 100	exécution nationale	AS_02_01	
9	Fourniture d'équipements de prézepteurs (enregistreurs de niveau d'eau souterrain)	DGP/RE		Fournitures	franc cfa	45 000 000	€ 68 602	Exécution nationale	ASS	

Programmation financiers.odt

21/01/2011

Numéro du marché	Intitulé du marché	Agence d'exécution	Briève description du marché	Type du marché	Devise	Montant (estimé)	Montant euros (estimé)	Mode d'exécution	Code(s) Budgétaire(s)	Fournisseur(s)
10	Etude d'enquête épidémiologique dans les régions de Diourbel, de Fatick, de Kaolack et de Kolda afin de cartographier l'impact de la fluorose	DGPPE		Services	franc cfa	30 000 000	€ 30 400	Exécution nationale	A14	
11	Etude hydrogéologique du Conventuel Terminal entre le Sine et la Gambie (région Kaolack, Fatick)	DGPPE		Services	franc cfa	41 000 000	€ 62 504	Exécution nationale	A05	
12	Fourniture de matériels de bureaux et consommables	DGPPE		Fournitures	franc cfa	14 000 000	€ 21 343	Exécution nationale	ZS0301	
13	Mission de contrôle et suivi de travaux	DHR	construction de systèmes d'adduction d'eau multivillage(AEMV)	Services	franc cfa	200 000 000	€ 307 692	Exécution nationale	AS0103	
14	Realisation de forages d'eau	DHR	construction de forages d'eau multivillages	Travaux	franc cfa	300 000 000	€ 461 538	Exécution nationale	AS0102	
15	realisation de châteaux d'eau et réseau d'adduction	DHR	construction de châteaux d'eau de canalisations et bornes fontaines pour chaque AEMV	Travaux	franc cfa	2 050 000 000	€ 3 153 846	Exécution nationale	AS0102	
16	Création ASUFOR	DEM	Création de 30 nouvelles Asufor	Travaux	franc cfa	75 435 055	€ 115 000	Exécution nationale	AS0302	
18	Etude dispositif d'Appui aux ASUFOR	DEM	Etudier le dispositif d'appui au ASUFOR	Services	franc cfa	48 196 775	€ 75 000	Exécution nationale	AS0304	
19	Realiser travaux d'extensions et de réhabilitation	DEM	Travaux d'extension	Travaux	FCFA	1 366 815 289	€ 2 063 098	exécution nationale	A_01_02	
20	Suivi des travaux de réhabilitation	DEM	Mission de contrôle et suivi de travaux d'extensions et de réhabilitations	Services	franc cfa	24 000 000	€ 36 588	Exécution nationale	AS0103	

Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Missions (planifiées)			Dates(s) / Période(s)	
			Date(s) / période(s) Préparation Cahier de charges	Date(s) / période(s) Publication	Date(s) / Période(s) d'Attribution Provisoire	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
Demande de Proposition	l'Environnement en vue de la réunion du	Attente convocation de la Direction de l'Environnement pour la tenue du comité de sélection			12/11/2009	Septembre 2010 à Janvier 2011	Décembre 2010 - Janvier 2011
Appel d'Offres national	Démarrage effectif des travaux				24/11/2009	17/01/2011 00:00 - 31/05/2011 00:00	Janvier 2011 - Mars 2011 - Juin 2011
Appel d'offre national	Transmission rapport évaluation à MJJA en vue de son envoi à la DCMP		07/10/2010	31/01/2011	05/05/2011	Mai 2011	Tout les mois
Appel d'offre national	Transmission rapport évaluation à MJJA en vue de son envoi à la DCMP		07/10/2010	31/01/2011	05 /Mars/ 2012	29/03/2011 au 27 Janvier 2012	Mars 2011 et tous les mois
Consultation locale	DAO en cours d'élaboration						
Consultation locale	Attente avis DCMP sur classement sans suite du DAO fournisseurs de matériaux						
Consultation locale	Attente avis DCMP sur classement sans suite du DAO fournisseurs de matériaux						
Demande de Proposition	Marché attribué	Attente attribution marchés obs 100 et 26 EDP	28/07/2010	19/08/2010	1er/04/2011 au 30 Janvier 2012	Avril 2011 et tous les mois	
ADN	En cours de passation		23/11/2010	20/01/2011	01/03/2011		

 Programmation financière.odt


21/01/2011

Mode de passation		Etat d'avancement		Milestone (journées)		Date(s) / Période(s)		
				Date(s) / période(s) Préparation Cahier de charges	Date(s) / période(s) Publication	Date(s) / Période(s) d'Attribution Provisionaire	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
DRP	contrat en cours d'approbation	Respect des directives du Comité National de Recherches et Scientifiques (CNRS) en demandant une autorisation		15/01/2010	27/05/2010	22/12/2010	14/03/2011	31/05/2011
DP	TDR terminé et DP en préparation	Présélection pour avoir une liste restreinte et ensuite sélection de consultant		22/06/2010	03/02/2011	10/05/2011	02/08/2011	15/04/2011
DRP	En préparation	Appui fonctionnellement bureau		01/02/2011	08/02/2011	08/03/2011	24/03/2011	30/03/2010
préqualification	ANO DCMP sur rapport technique reçu et saisine effective de la DCMP sur l'attribution provisoire	le cahier des charges est élaboré			manifestation d'intérêt publiée en janvier 2009	31 Janvier 2011	Avril 2011 à juin 2012	Avril 2011 à juin 2012
appel d'offres ouvert	saisine effective de la DCPM sur l'attribution provisoire			mai 2010	juin 2010	Janvier 2011	Avril 2011 à Septembre 2011	Avril 2011 à septembre 2011
appel d'offres ouvert	Rapport d'évaluation en cours			juin 2010	juillet 2010	Février 2011	Mai 2011 à Février 2012	Mai 2011 à Février 2012
Appel d'offre	Préparation du DAO en collaboration avec la CCA en janvier			janv.-11	08-fév.-11	24-mars-11	A partir de juin 2011	A partir de juillet 2011
Demande de Proposition	Couverture manifestation d'intérêt prévue le 18/01/2011			févr.-11		30-mars-11	juin-11	A partir de juillet 2011
ACN	Préparation du DAO en collaboration avec la CCA en janvier			01/01/2011	08/02/2011	24/03/2011	juin-11	A partir de juillet 2011
Demande de Proposition	Préparation du DRP en juin 2011			juin-11		01-juil.-11	A partir de juillet 2011	A partir de juillet 2011

DGPRE

Chronogramme marché "Fournitures et installations d'enregistreurs de niveau d'eau"		Délai (jr)	Date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA		jr 0 - 30
2	Envoi de l'avis à la CTB pour publication sur leur site		03/11/2010
3	Publication dans les journaux de la place	7	10/11/2010
4	Ouverture plis technique et financier et évaluation offres	30	10/12/2010
5	Attribution provisoire par la CM	14	24/12/2010
6	Envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	4	28/12/2010
7	ANO DCMP attribution provisoire	7	04/01/2011
8	Envoi dossier à la CTB pour ANO	1	05/01/2011
9	ANO CTB	14	19/01/2011
10	Publication attribution provisoire	2	21/01/2011
11	Préparation et finalisation du projet de marché	14	04/02/2011
12	Signature contrat par l'attributaire	3	07/02/2011
13	Demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	1	07/02/2011
14	Attestation d'existence de crédits	3	10/02/2011
15	Envoi à la CPM pour approbation du Ministre contractant	1	11/02/2011
16	Envoi du marché à la DCMP pour immatriculation	14	25/02/2011
17	Notification du marché	7	04/03/2011
18	Début exécution	19	23/03/2011
19	Réception des fournitures et installations	60	22/05/2011

	Chronogramme Marché Public "Etude hydrogéologique du CT Sine Gambie"	Durée (jr)	Date
1	Préparation DMI + DP en collaboration avec la CCA		jr 0 - 30
2	Envoi l'avis à la CTB pour publication sur leur site		27/01/2011
		7	
3	Publication dans les journaux de la place		03/02/2011
		33	
4	Ouverture offres de la DMI		08/03/2011
		14	
5	Validation étude d'offres et shortlist par CPM		22/03/2011
		1	
6	Envoi DP aux bureaux retenus		23/03/2011
		34	
7	Ouverture plis technique et financier et évaluation offres		26/04/2011
		14	
8	Attribution provisoire par la CM		10/05/2011
		1	
9	Envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis		11/05/2011
		7	
10	ANO DCMP attribution provisoire		18/05/2011
		1	
11	Envoi dossier à la CTB pour ANO		19/05/2011
		14	
12	ANO CTB		02/06/2011
		4	
13	Publication attribution provisoire		06/06/2011
		14	
14	Préparation et finalisation du projet de marché		20/06/2011
		1	
15	Signature contrat par l'attributaire		21/06/2011
		2	
16	Demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI		23/06/2011
		3	
17	Attestation d'existence de crédits		26/06/2011
		1	
18	Envoi à la CPM pour approbation du Ministre contractant		27/06/2011
		14	
19	Envoi du marché à la DCMP pour immatriculation		11/07/2011
		7	
20	Notification du marché		18/07/2011
		15	
21	Début exécution		02/08/2011
		240	
22	Fin de l'étude		29/03/2012

NB Marchés d'étude 100 MM FCFA

DHR

	Parcours marché de travaux Forages (> 100 MM CFA)	décal (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA		Réalisé
2	envoi dossier à la CPM pour avis		Réalisé
3	envoi dossier à la DCMP pour avis	3	Réalisé
4	ANO DCMP DAO	7	Réalisé
5	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur le site OCDE	1	Réalisé
6	publication dans les journaux de la place	7	Réalisé
7	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	45	Réalisé
8	attribution provisoire par la CM	14	Réalisé
9	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	1	3/1/11
10	ANO DCMP attribution provisoire	7	10/1/11
11	envoi dossier à la CTB pour ANO	1	11/1/11
12	ANO CTB	14	25/1/11
13	publication attribution provisoire	2	27/1/11
14	préparation projet de marché	14	10/2/11
15	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	1	11/2/11
16	attestation d'existence de crédits	3	14/2/11
17	finalisation dossier de marché	1	15/2/11
18	signature contrat par l'attributaire	1	16/2/11
19	envoi à la CPM pour signature du Ministre contractante	1	17/2/11
20	envoi du marché à la DCMP pour approbation	14	3/3/11
21	envoi du marché à l'autorité compétente	7	10/3/11
22	approbation marché par l'autorité compétente	14	24/3/11
23	publication attribution définitive	1	25/3/11
24	immatriculation du marché	6	31/3/11
25	notification du marché	1	1/4/11
26	début exécution	15	18/4/11

	Chronogramme Marché Public "Etude hydrogéologique du CT Sine Gamble"	Durée (jr)	Date
1	Préparation DMI + DP en collaboration avec la CCA		jr 0 - 30
2	Envoi l'avis à la CTB pour publication sur leur site		27/01/2011
		7	
3	Publication dans les journaux de la place		03/02/2011
		33	
4	Ouverture offres de la DMI		08/03/2011
		14	
5	Validation étude d'offres et shortlist par GPM		22/03/2011
		1	
6	Envoi DP aux bureaux retenus		23/03/2011
		34	
7	Ouverture plis technique et financier et évaluation offres		26/04/2011
		14	
8	Attribution provisoire par la CM		10/05/2011
		1	
9	Envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis		11/05/2011
		7	
10	ANO DCMP attribution provisoire		18/05/2011
		1	
11	Envoi dossier à la CTB pour ANO		19/05/2011
		14	
12	ANO CTB		02/06/2011
		4	
13	Publication attribution provisoire		06/06/2011
		14	
14	Préparation et finalisation du projet de marché		20/06/2011
		1	
15	Signature contrat par l'attributaire		21/06/2011
		2	
16	Demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI		23/06/2011
		3	
17	Attestation d'existence de crédits		26/06/2011
		1	
18	Envoi à la CPM pour approbation du Ministre contractant		27/06/2011
		14	
19	Envoi du marché à la DCMP pour immatriculation		11/07/2011
		7	
20	Notification du marché		18/07/2011
		15	
21	Début exécution		02/08/2011
		240	
22	Fin de l'étude		29/03/2012

NB Marchés d'étude 100 MM FCFA

Parcours marché de travaux GC> 100 MM CFA		décal (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA		Réalisé
2	envoi dossier à la CPM pour avis		Réalisé
3	envoi dossier à la DCMP pour avis	3	Réalisé
4	ANO DCMP DAO	7	Réalisé
5	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur le site OCDE	1	Réalisé
6	publication dans les journaux de la place	7	Réalisé
7	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	45	Réalisé
8	attribution provisoire par la CM	14	Réalisé
9	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	1	17/1/11
10	ANO DCMP attribution provisoire	7	24/1/11
11	envoi dossier à la CTB pour ANO	1	25/1/11
12	ANO CTB	14	8/2/11
13	publication attribution provisoire	2	10/2/11
14	préparation projet de marché	14	24/2/11
15	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	1	25/2/11
16	attestation d'existence de crédits	3	28/2/11
17	finalisation dossier de marché	1	1/3/11
18	signature contrat par l'attributaire	1	4/3/11
19	envoi à la CPM pour signature du Ministre contractante	1	7/3/11
20	envoi du marché à la DCMP pour approbation	14	21/3/11
21	envoi du marché à l'autorité compétente	7	28/3/11
22	approbation marché par l'autorité compétente	14	11/4/11
23	publication attribution définitive	1	12/4/11
24	immatriculation du marché	6	18/4/11
25	notification du marché	1	19/4/11
26	début exécution	30	19/5/11

Parcours marché public Contrôle travaux > 100 MM CFA		durée (jr)	date
1	Préparation DMI + DP		Réalisé
2	envoi dossier à la CPM	0	Réalisé
3	envoi dossier au DCMP pour avis	3	Réalisé
4	ANO DCMP DMI + DP	7	Réalisé
5	envoi l'avis à la CTB pour publication sur le site OCDE	1	Réalisé
6	publication dans les journaux de la place	7	Réalisé
7	ouverture offres de manifestation d'intérêt	45	Réalisé
8	validation étude d'offres et shortlist par CPM	14	Réalisé
9	envoi dossier au DCMP pour avis	1	Réalisé
10	ANO DCMP Shortlist	7	Réalisé
11	envoi DP aux bureaux retenus	1	Réalisé
12	ouverture plis technique et évaluation offres	30	Réalisé
13	Validation du rapport évaluation technique par la CM		Réalisé
14	envoi rapport technique pour réexamen par la DCMP et pour avis		Réalisé
15	ANO DCMP sur le rapport évaluation technique	7	Réalisé
16	ouverture plis financier et évaluation offres	7	Réalisé
17	attribution provisoire par la CM	7	Réalisé
18	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	1	5/1/11
19	ANO DCMP attribution provisoire	7	12/1/11
20	envoi dossier à la CTB pour ANO	1	13/1/11
21	ANO CTB	14	27/1/11
22	publication attribution provisoire	2	31/1/11
23	préparation projet de marché	14	14/2/11
24	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	1	15/2/11
25	attestation d'existence de crédits	3	18/2/11
26	finalisation dossier de marché	1	21/2/11
27	signature contrat par l'attributaire	1	22/2/11
28	envoi à la CPM pour signature du Ministre contractante	1	23/2/11
29	envoi du marché à la DCMP pour approbation	14	9/3/11
30	envoi du marché à l'autorité compétente	7	16/3/11
31	approbation marché par l'autorité compétente	14	30/3/11
32	publication attribution définitive	1	31/3/11
33	immatriculation du marché	6	6/4/11
34	notification du marché	1	7/4/11
35	début exécution	15	22/4/11

AD

AD

Parcours marché de travaux GC> 100 MM CFA		délai (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA		Réalisé
2	envoi dossier à la CPM pour avis		Réalisé
3	envoi dossier à la DCMP pour avis	3	Réalisé
4	ANO DCMP DAO	7	Réalisé
5	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur le site OCDE	1	Réalisé
6	publication dans les journaux de la place	7	Réalisé
7	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	45	Réalisé
8	attribution provisoire par la CM	14	Réalisé
9	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	1	17/1/11
10	ANO DCMP attribution provisoire	7	24/1/11
11	envoi dossier à la CTB pour ANO	1	25/1/11
12	ANO CTB	14	8/2/11
13	publication attribution provisoire	2	10/2/11
14	préparation projet de marché	14	24/2/11
15	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	1	25/2/11
16	attestation d'existence de crédits	3	28/2/11
17	finalisation dossier de marché	1	1/3/11
18	signature contrat par l'attributaire	1	4/3/11
19	envoi à la CPM pour signature du Ministre contractante	1	7/3/11
20	envoi du marché à la DCMP pour approbation	14	21/3/11
21	envoi du marché à l'autorité compétente	7	28/3/11
22	approbation marché par l'autorité compétente	14	11/4/11
23	publication attribution définitive	1	12/4/11
24	immatriculation du marché	6	18/4/11
25	notification du marché	1	19/4/11
26	début exécution	30	19/5/11

Chronogramme marché fournitures exhaures > 100 MM CFA		délai (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA		jr 0 - 30
2	envoi dossier à la CPM pour avis		16/2/11
3	envoi dossier à la DCMP pour avis	3	21/2/11
4	ANO DCMP DAO	7	28/2/11
5	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur le site OCDE	1	1/3/11
6	publication dans les journaux de la place	7	8/3/11
7	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	45	22/4/11
8	attribution provisoire par la CM	14	6/5/11
9	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	1	9/5/11
10	ANO DCMP attribution provisoire	7	16/5/11
11	envoi dossier à la CTB pour ANO	1	17/5/11
12	ANO CTB	14	31/5/11
13	publication attribution provisoire	2	2/6/11
14	préparation projet de marché	14	16/6/11
15	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	1	17/6/11
16	attestation d'existence de crédits	3	20/6/11
17	finalisation dossier de marché	1	21/6/11
18	signature contrat par l'attributaire	1	22/6/11
19	envoi à la CPM pour signature du Ministre contractant	1	23/6/11
20	envoi du marché à la DCMP pour approbation	14	7/7/11
21	envoi du marché à l'autorité compétente	7	14/7/11
22	approbation marché par l'autorité compétente	14	28/7/11
23	publication attribution définitive	1	29/7/11
24	immatriculation du marché	6	4/8/11
25	notification du marché	1	5/8/11
26	début exécution	30	5/9/11

[Handwritten signatures and initials]

DEM

Marché de travaux de réhabilitation (< 100 MM CFA)		
	délai (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA	31/01/11
	1	
2	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur leur site	01/02/11
	7	
3	publication dans les journaux de la place	08/02/11
	30	
4	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	10/03/11
	14	
5	attribution provisoire par la CM	24/03/11
	1	
6	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	25/03/11
	7	
7	ANO DCMP attribution provisoire	01/04/11
	1	
8	envoi dossier à la CTB pour ANO	04/04/11
	10	
9	ANO CTB	14/04/11
	15	
10	publication attribution provisoire et préparation marché et signature attributaire	29/04/11
	2	
11	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	02/05/11
	3	
12	attestation d'existence de crédits	05/05/11
	1	
13	finalisation dossier de marché	06/05/11
	7	
14	envoi à la CPM et approbation du Ministre contractant	13/05/11
	7	
15	envoi du marché à la DCMP et immatriculation	20/05/11
	2	
16	notification du marché	23/05/11
	15	
17	Publication attribution définitive	07/06/11
18	début exécution, 30 jours après notification	22/06/11

 

Chronogramme marché fournitures exhaures > 100 MM CFA		délat (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA		jr 0 - 30
2	envoi dossier à la CPM pour avis		16/2/11
3	envoi dossier à la DCMP pour avis	3	21/2/11
4	ANO DCMP DAO	7	28/2/11
5	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur le site OCDE	1	1/3/11
6	publication dans les journaux de la place	7	8/3/11
7	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	45	22/4/11
8	attribution provisoire par la CM	14	6/5/11
9	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	1	9/5/11
10	ANO DCMP attribution provisoire	7	16/5/11
11	envoi dossier à la CTB pour ANO	1	17/5/11
12	ANO CTB	14	31/5/11
13	publication attribution provisoire	2	2/6/11
14	préparation projet de marché	14	16/6/11
15	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	1	17/6/11
16	attestation d'existence de crédits	3	20/6/11
17	finalisation dossier de marché	1	21/6/11
18	signature contrat par l'attributaire	1	22/6/11
19	envoi à la CPM pour signature du Ministre contractant	1	23/6/11
20	envoi du marché à la DCMP pour approbation	14	7/7/11
21	envoi du marché à l'autorité compétente	7	14/7/11
22	approbation marché par l'autorité compétente	14	28/7/11
23	publication attribution définitive	1	29/7/11
24	immatriculation du marché	6	4/8/11
25	notification du marché	1	5/8/11
26	début exécution	30	5/9/11

[Handwritten signatures and initials]

Marché de travaux Extensions de réseaux AEP (>100 MM CFA)		
	délai (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA	31/1/11
2	envoi dossier à la CPM pour avis	1/2/11
3	envoi dossier à la DCMP pour avis	4/2/11
4	ANO DCMP DAO (Examen préalable)	14/2/11
5	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur le site OCDE	15/2/11
6	publication dans les journaux de la place	22/2/11
7	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	8/4/11
8	attribution provisoire par la CM	22/4/11
9	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	25/4/11
10	ANO DCMP attribution provisoire	2/5/11
11	envoi dossier à la CTB pour ANO	3/5/11
12	ANO CTB	13/5/11
13	publication attribution provisoire et préparation projet de marché et attributaire	27/5/11
14	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	29/5/11
15	attestation d'existence de crédits	1/6/11
16	finalisation dossier de marché	3/6/11
17	envoi à la CPM et signature du Ministre	10/6/11
18	envoi du marché à la DCMP pour approbation	17/6/11
19	Approbation marché à l'autorité compétente et immatriculation	24/6/11
20	notification du marché	27/6/11
21	Publication attribution définitive	12/7/11
22	début exécution, 30 jours après notification	27/7/11

	Chronogramme marché création ASUFOR (< 100 MM CFA)	durée (jr)	date
1	Préparation DMI + DP	0	
2	envoi dossier à la CPM	0	0
3	envoi l'avis à la CTB pour publication sur leur site	0	0
4	publication dans les journaux de la place	0	0
5	ouverture offres de manifestation d'intérêt	14	18/01/2011
6	validation étude d'offres et shortlist par CPM	2	01/02/11
7	Envoi Shortlist à DCMP	7	03/02/11
8	ANO DCMP shortlist	2	10/02/11
9	envoi DP aux bureaux retenus	30	14/02/11
10	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	14	16/03/11
11	attribution provisoire par la CM	2	30/03/11
12	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	7	01/04/11
13	ANO DCMP attribution provisoire	1	08/04/11
14	envoi dossier à la CTB pour ANO	8	11/04/11
15	ANO CTB et envoi à la DEM	15	19/04/11
16	publication attribution provisoire par la DEM, préparation projet de marché et signature attributaire, rapport,...	1	04/05/11
17	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	4	05/05/11
18	attestation d'existence de crédits	1	09/05/11
19	finalisation dossier de marché	7	10/05/11
20	envoi à la CPM et approbation du Ministre	7	17/05/11
21	envoi du marché à la DCMP et immatriculation	2	24/05/11
22	notification du marché	15	26/05/11
23	Publication attribution définitive		10/06/11
24	début exécution, 30 jours après notification		27/06/11



Chronogramme marché création ASUFOR (< 100 MM CFA)		durée (jr)	date
1	Préparation DMI + DP	0	
2	envoi dossier à la CPM	0	0
3	envoi l'avis à la CTB pour publication sur leur site	0	0
4	publication dans les journaux de la place	0	0
5	ouverture offres de manifestation d'intérêt	14	18/01/2011
6	validation étude d'offres et shortlist par CPM	2	01/02/11
7	Envoi Shortlist à DCMP	7	03/02/11
8	ANO DCMP shortlist	2	10/02/11
9	envoi DP aux bureaux retenus	30	14/02/11
10	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	14	16/03/11
11	attribution provisoire par la CM	2	30/03/11
12	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	7	01/04/11
13	ANO DCMP attribution provisoire	1	08/04/11
14	envoi dossier à la CTB pour ANO	8	11/04/11
15	ANO CTB et envoi à la DEM	15	19/04/11
16	publication attribution provisoire par la DEM, préparation projet de marché et signature attributaire, rapport,...	1	04/05/11
17	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	4	05/05/11
18	attestation d'existence de crédits	1	09/05/11
19	finalisation dossier de marché	7	10/05/11
20	envoi à la CPM et approbation du Ministre	7	17/05/11
21	envoi du marché à la DCMP et immatriculation	2	24/05/11
22	notification du marché	15	26/05/11
23	Publication attribution définitive		10/06/11
24	début exécution, 30 jours après notification		27/06/11

Chronogramme marché de fourniture et pose d'équipements d'exhaure pour réhabilitations (< 100 MM CFA)		délai (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA		31/01/11
2	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur leur site	1	01/02/11
3	publication dans les journaux de la place	7	08/02/11
4	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	30	10/03/11
5	attribution provisoire par la CM	14	24/03/11
6	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	1	25/03/11
7	ANO DCMP attribution provisoire	7	01/04/11
8	envoi dossier à la CTB pour ANO	1	04/04/11
9	ANO CTB	10	14/04/11
10	publication attribution provisoire et préparation marché et signature attributaire	15	29/04/11
11	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	2	02/05/11
12	attestation d'existence de crédits	3	05/05/11
13	finalisation dossier de marché	1	06/05/11
14	envoi à la CPM et approbation du Ministre contractant	7	13/05/11
15	envoi du marché à la DCMP et immatriculation	7	20/05/11
16	notification du marché	2	23/05/11
17	Publication attribution définitive	15	07/06/11
18	début exécution, 30 jours après notification		22/06/11

Chronogramme marché de fourniture et pose d'équipements d'exhaure pour réhabilitations (< 100 MM CFA)		délai (jr)	date début
1	Préparation DAO en collaboration avec la CCA		31/01/11
2	envoi de l'avis à la CTB pour publication sur leur site	1	01/02/11
3	publication dans les journaux de la place	7	08/02/11
4	ouverture plis technique et financier et évaluation offres	30	10/03/11
5	attribution provisoire par la CM	14	24/03/11
6	envoi attribution provisoire à la DCMP pour avis	1	25/03/11
7	ANO DCMP attribution provisoire	7	01/04/11
8	envoi dossier à la CTB pour ANO	1	04/04/11
9	ANO CTB	10	14/04/11
10	publication attribution provisoire et préparation marché et signature attributaire	15	29/04/11
11	demande d'attestation d'existence de crédits à la DDI	2	02/05/11
12	attestation d'existence de crédits	3	05/05/11
13	finalisation dossier de marché	1	06/05/11
14	envoi à la CPM et approbation du Ministre contractant	7	13/05/11
15	envoi du marché à la DCMP et immatriculation	7	20/05/11
16	notification du marché	2	23/05/11
17	Publication attribution définitive	15	07/06/11
18	début exécution, 30 jours après notification		22/06/11